

MAGAZINE D'ANALYSES ET DE RÉFLEXIONS DE LA DIPLOMATIE TOGOLAISE / A QUARTERLY MAGAZINE OF ANALYSES AND REFLECTIONS OF TOGOLESE DIPLOMACY

The logo for DIPLOMAG features the word "DIPLOMAG" in a bold, blue, serif font. The letter "O" is replaced by a circular emblem containing a stylized map of Africa with a hand holding it, set against a blue background with white waves.

N°499/23/06/14/HAAC

Avril- Juin / April- June / N°19

CAP SUR 2022 : AMBITION ET RÉALISME



Plan National de Développement

FOCUS ON 2022: AMBITION AND REALISM



AIRFRANCE

FRANCE IS IN THE AIR



AIRFRANCE KLM

AIRFRANCE.TG

Avec KLM et nos partenaires SkyTeam.

EDITORIAL

Par S. E. Prof. Robert DUSSEY, Ministre des affaires étrangères, de l'intégration africaine et des Togolais de l'extérieur

By H.E. Prof. Robert DUSSEY, Minister of foreign affairs, african integration and Togolese nationals abroad

LE TOGO RESOLUMENT EN MARCHE VERS L'EMERGENCE GRÂCE A SON PLAN NATIONAL DE DEVELOPPEMENT

TOGO IS PURPOSEFULLY MOVING TOWARDS EMERGENCE THROUGH ITS NATIONAL DEVELOPMENT PLAN

Hisser le Togo au rang des pays émergents, voilà le pari du Président de la République S. E. M. Faure Essozimna GNASSINGBE et du Gouvernement. Pour relever le défi, notre pays s'est doté d'un nouveau cadre référentiel de développement : le PND. Le Plan National de Développement ambitionne faire de notre pays une terre de prospérité et un rendez-vous stratégique d'affaires dans la région ouest-africaine. Il répond à un défi : développer le Togo. Il est l'expression d'un engagement : celui du Président de la République pour la cause nationale. Il est l'incarnation d'une certaine idée de l'action publique qui fait du citoyen l'acteur et le destinataire du développement. Le développement est auto-développement, une action sur soi et pour soi, la sortie de soi pour devenir autre dans l'histoire, voilà l'un des présupposés épistémologiques du Plan National de Développement du Togo qui fait une part belle aux financements du secteur privé national et étranger.

Hâter le pas du Togo vers la prospérité, tel est l'esprit du PND dont la réalisation nécessite l'implication et l'audace de toutes les composantes de la communauté nationale. Les Togolais de la diaspora qui demeurent des protagonistes de notre pacte social sont des partenaires stratégiques du Plan National de Développement. Le PND autorise l'espoir, le pari avec demain et nous demande plus de talents. « L'ambition dont on n'a pas les talents est un crime », disait François-René de Chateaubriand dans ses Mémoires d'outre-tombe.

Bringing Togo to the level of emerging countries, this is the challenge of the President of the Republic His Excellency Mr. Faure Essozimna GNASSINGBE and the Government. To take up the challenge, our country has a new referential framework of development: the PND. The National Development Plan aims to make our country a prosperity land and a strategic business meeting in the West African region. It responds to a challenge: develop Togo. It is the expression of a commitment: that of the President of the Republic for the national cause. It is the embodiment of a certain idea of public action that makes of the citizen the actor and the recipient of development. Development is self-development, action on oneself and for oneself, leaving oneself to become another in history, this is one of the epistemological presuppositions of the National Development Plan of Togo, which gives a significant part for the funding of the private national and foreign sector.

To hasten Togo's pace towards prosperity is the spirit of the PND, the realization which requires the involvement and audacity of all the components of the national community. The Togolese of the diaspora who remain the protagonists of our social pact are the strategic partners of the National Development Plan. The PND authorizes the hope, the bet with tomorrow and is calling us for more talents. «The ambition of which there is no talent ●●●

*** LE PND : LE NOUVEAU CADRE DE RÉFÉRENCE DU DÉVELOPPEMENT NATIONAL

La date du 4 mars 2019 restera dans les archives historiques et la mémoire collective nationale comme étant le jour solennel de lancement officiel du Plan National de Développement dont les préliminaires pour la conception et la finalisation remontent à 2017. La date du 4 mars a ouvert une nouvelle page de l'histoire de notre pays qui continue de s'écrire et dont l'horizon espéré est l'émergence, et par-delà, le développement, l'autre nom de l'épanouissement humain et des communautés humaines. La fin du développement, c'est l'homme, et par-delà, le monde. Celle du PND, c'est l'épanouissement du togolais et la prospérité nationale. Si le Togo ne disposait pas du PND, Il aurait fallu le concevoir.

Le PND est structuré en trois axes prioritaires et stratégiques : 1) Mettre en place un hub logistique d'excellence et un centre d'affaires de premier ordre dans la sous-région ; 2) Développer des pôles de transformation agricole, manufacturiers et d'industries extractives ; 3) Consolider le développement social et renforcer les mécanismes d'inclusion. Le premier axe permettra à notre pays de tirer meilleurs profits de ses infrastructures portuaires et aéroportuaires rénovées ces dernières années et de son positionnement géographique stratégique dans la sous-région ouest-africaine. En réalité, la nature n'a pas été avare envers le Togo vu les atouts dont il dispose de par sa situation géographique dans la sous-région. « La nature ne fait rien en vain ou pour des fins peu considérables », disait le philosophe anglais John Locke dans la préface de son Essai philosophique sur l'entendement humain. Le Togo compte utiliser sa position géographique pour se poser en un centre d'affaires ouest-africain et africain.

Le deuxième axe du PND mise sur l'agriculture et l'industrie et veut faire d'elles un facteur de transformation et de diversification de notre économie. Il compte donner à l'agriculture et à l'industrie leur « place naturelle » dans notre effort national de développement. L'axe trois du PND entend renforcer l'orientation et les ambitions sociales du Gouvernement en matière d'inclusion. En travaillant à garantir aux citoyens les conditions matérielles d'exercice de leur liberté positive ou d'action, le Président et le Gouvernement veulent impliquer tous à l'œuvre de construction nationale. Notre pas collectif vers l'émergence et la prospérité ne peut se passer de la solidarité. La prospérité ne sert la cause de tous, et par-delà, celle de la nation que si elle est inclusive. Il n'y a pas de prospérité collective durable sans inclusion et solidarité. C'est d'ailleurs pourquoi la démarche ayant conduit à la conception et au lancement du PND est à la fois inclusive et participative. Parmi les principaux acteurs du PND, il y a le secteur privé dont l'investissement entre à hauteur de 65 % dans le financement et la réalisation du programme.

is a crime», said François-René de Chateaubriand in his Memoirs from Beyond the Grave.

THE PND: THE NEW REFERENCE FRAMEWORK FOR NATIONAL DEVELOPMENT

The 4th of March 2019 will remain in the historical archives and the national collective memory as the official day for the official launching of the National Development Plan, of which the preliminaries for conception and finalization was back in 2017. The date of March 4 opened a new page in the history of our country that continues to be written, the expected horizon of which is the emergence, and beyond, the development, the other name of human fulfillment and human communities. The end of development is man, and beyond, the world. That of the NDP, it is the blossoming of the Togolese and the national prosperity. If Togo did not have the NDP, it had to be conceived.

The NDP is structured in three priority and strategic axes: 1) Establish a logistics hub of excellence and a first class business center in the sub-region; 2) Develop agricultural processing, manufacturing and extractive industries poles; 3) Consolidate social development and strengthen inclusion mechanisms. The first axis will enable our country to make better profits from its port and airport infrastructures renovated in recent years and from its strategic geographical position in the West African sub-region. In fact, nature has not been stingy with Togo because of its advantages in terms of its geographical location in the sub-region. «Nature does nothing in vain or for insignificant purposes,» said the English philosopher John Locke in the preface to his Philosophical Essay on the Human Understanding. Togo intends to use its geographical position to establish itself as a West African and African business center.

The second axis of the NDP focuses on agriculture and industry and wants to make them a factor of transformation and diversification of our economy. It intends to give agriculture and industry their «natural place» in our national development effort. Axis Three of the NDP is expected to reinforce the Government's social orientation and ambitions for inclusion. By working to guarantee citizens the material conditions for the exercise of their positive freedom or action, the President and the Government want to involve everyone in the work of national construction. Our collective step towards emergence and prosperity cannot do without solidarity. Prosperity serves the cause of all, and beyond that, that of the nation only if it is inclusive. There is no sustainable collective prosperity without inclusion and solidarity. This is why the approach that led to the design and the launching of the NDP is both inclusive and participatory. Among the main actors of the

L'INVESTISSEMENT PRIVÉ ET LA RÉALISATION DU PLAN NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT

Le secteur privé est un acteur essentiel de la production de la richesse et du développement économique. Fort de cette conviction, le Togo s'est depuis quelques années inscrit dans une dynamique de renforcement de la participation du secteur privé à l'effort national de création des richesses et de développement économique. Le climat des affaires s'est nettement amélioré aujourd'hui dans notre pays. Suivant le classement 2018 de l'Indice Mo Ibrahim de la gouvernance africaine, le Togo fait partie des pays les plus réformateurs de l'Afrique durant la dernière décennie en se hissant à la 11^{ème} place. Cette tendance a été réitérée par le dernier rapport de Doing Business de la Banque mondiale qui classe le Togo parmi les 10 pays les plus réformateurs du monde. Le Togo dispose donc d'un environnement très favorable aux affaires qu'il entend consolider par la mise en œuvre du PND qui mise sur les financements et les investissements privés.

Le secteur privé national participe au financement du PND, mais le secteur privé étranger aussi. Le Togo compte mobiliser le secteur privé et les investissements étrangers dans la réalisation du PND. La visite officielle du chef de l'Etat aux Emirats Arabes Unis en début du mois de mars 2019 s'inscrit dans cette dynamique de mobilisation des investissements étrangers dans le financement du programme quinquennal. Dans le même mois de mars, le Président de la République a participé à la 7^{ème} édition de l'Africa CEO Forum de Kigali où il a eu l'occasion de discuter directement du PND avec un vaste ensemble d'investisseurs, de chefs d'entreprises et de bailleurs. Il n'est pas inutile de rappeler ici que le Togo a adhéré au programme Compact with Africa du G20 et est très favorable à l'investissement du secteur privé des pays du G20 et alliés.

La mobilisation des investissements privés étrangers autour du PND va se poursuivre durant toute l'année. Nous comptons intensifier la diplomatie économique du Togo à l'international. Les missions diplomatiques et consulaires du Togo de par le monde ont été édifiées sur l'esprit, les ambitions et les axes stratégiques du PND en début mars à Lomé. Les diplomates togolais, où qu'ils soient dans le monde, sont des messagers du PND. Notre Diplomatie au service du PND n'oublie pas les compatriotes de la diaspora d'où le lancement le 1er avril dernier d'une Feuille de route des Togolais de l'Extérieur.

LA FEUILLE DE ROUTE DES TOGOLAIS DE L'EXTÉRIEUR : MOBILISER LA DIASPORA AUTOUR DU PND

PND, there is the private sector whose investment accounts for 65% of the financing and implementation of the program.

PRIVATE INVESTMENT AND THE REALIZATION OF THE NATIONAL DEVELOPMENT PLAN

The private sector is a key player in the production of wealth and economic development. Thanks of this conviction, Togo has for some years embarked on a dynamic of strengthening the participation of the private sector in the national effort of wealth creation and economic development. The business climate has improved significantly today in our country. According to the 2018 ranking of the Mo Ibrahim Index of African Governance, Togo is one of Africa's most reformers country in the past decade by moving up to 11th place.

This trend was reiterated by the World Bank's latest Doing Business report, which ranks Togo among the 10 most reforming countries in the world. Togo therefore has a very favorable business environment that it expects to consolidate through the implementation of the NDP, which focuses on financing and private investment.

The national private sector ultimately participates in the NDP, but the foreign private sector too. Togo intends to mobilize the private sector and foreign investment in the realization of the NDP. The official visit of the Head of State to the United Arab Emirates in early March 2019 is part of this dynamic of mobilizing foreign investment in the financing of the five-year program. In the same month of March, the President of the Republic participated in the 7th edition of the Africa CEO Forum of Kigali where he had the opportunity to directly discuss the NDP with a large group of investors, leaders of companies and donors. It is worth remembering here that Togo has joined the G20 Compact with Africa program and is very much in favor of private sector investment from the G20 countries and allies.

The mobilization of foreign private investment around the NDP will continue throughout the year. We intend to intensify Togo's international economic diplomacy. Togolese embassies and diplomatic missions around the world are being built on the spirit, ambitions and strategic axes of the NDP in early March in Lomé. Togolese diplomats, wherever they are in the world, are messengers of the NDP. Our service Diplomacy at NDP does not forget compatriots in the diaspora hence the launch on April 1 of a Roadmap Abroad Togolese.

THE TOGOLESE ROADMAP FROM THE

Il est primordial de souligner que seule l'abnégation des Togolaises et Togolais au travail permettra d'atteindre nos objectifs communs de développement, et ceci dans un souci permanent de préservation de la paix, de la cohésion nationale et de consolidation de nos acquis économiques. Les contributions multiformes des Togolais de l'extérieur, notamment leur participation à 10% du PIB et leurs transferts de fonds au pays qui s'élèvent à près de 1,4 milliard de dollars US en 2018, ne peuvent être occultés, mais méritent bien au contraire d'être salués et encouragés. Le lancement de la feuille de route pour les Togolais de l'extérieur vient donc à point nommé juste après le lancement du PND.

La Feuille de route des Togolais de l'extérieur portée en effet à la connaissance de la communauté nationale et internationale en début du mois d'avril s'inscrit dans la droite ligne du PND. Elle ambitionne créer les conditions d'une forte implication des compatriotes de l'extérieur à l'œuvre du développement national. L'actuelle dénomination du Ministère des affaires étrangères traduit l'importance élevée que le gouvernement accorde à la diaspora. La Feuille de route des Togolais de l'extérieur repose sur trois axes stratégiques : 1) la valorisation du capital humain, économique et social de la diaspora ; 2) le renforcement de la communication et des relations entre le Gouvernement et la diaspora ; et 3) l'amélioration de la défense et de la protection des intérêts des Togolais.

Nos compatriotes de l'extérieur ont des capacités opérationnelles multiples. L'opérationnalisation de la feuille de route permettra de faire d'eux des partenaires stratégiques du Plan National de Développement, notamment à travers la promotion des transferts de compétences et d'activités, le renforcement des relations entre les acteurs nationaux et les togolais expatriés, et la mobilisation des ressources. La diaspora togolaise participera au financement et à la réalisation du PND. Notre projet d'édification d'une communauté nationale d'émergence est un projet orienté vers le futur qui a besoin de la participation de la diaspora. Le développement est appel du futur, mais aussi action dans une dynamique collective. « Travailler ensemble est la réussite », disait Henry Ford.

Au demeurant, le Togo fait inexorablement son chemin vers l'émergence et le développement. Le PND, notre nouvelle plateforme de développement et de cadre de référence de l'action publique, doit être soutenu par un exercice actif de la citoyenneté et une mobilisation républicaine. L'intégration républicaine, pour reprendre le titre d'un livre du philosophe francfortois Jürgen Habermas a un prix : l'esprit républicain et l'engagement actif de tous. C'est ensemble que nous ferons du Togo, sous le leadership du Président de la République S. E. M. Faure Essozimna GNASSINGBE, une communauté nationale d'émergence et de prospérité partagée. L'espoir demeure donc permis car, comme le dit André Malraux dans son ouvrage L'espoir, « un monde sans espoir est irrespirable ».

ABROAD: MOBILIZING THE DIASPORA AROUND THE NDP

It is important to emphasize that only the self-sacrifice of Togolese men and women at work will achieve our common development goals, and this in a permanent concern for the preservation of peace, national cohesion and consolidation of our economic achievements. The multifaceted contributions of Togolese nationals from abroad, including their participation in 10% of GDP and their remittances to the country of nearly US \$ 1.4 billion in 2018, can not be overshadowed, but deserve on the contrary to be welcomed and encouraged. The launch of the roadmap for Togolese abroad is therefore timely just after the launch of the NDP.

The road map of the Togolese nationals Abroad brought to the attention of the national and international community in early April is in line with the NDP. It aims to create the conditions for strong involvement of compatriots from abroad in the work of national development. The current denomination of the Ministry of Foreign Affairs reflects the high importance the government attaches to the diaspora. The road map of Togolese nationals abroad rests on three strategic axes: 1) The valuation of the human, economic and social capital of the diaspora; 2) Strengthening communication and relations between the Government and the diaspora; and 3) Improving the defense and protection of Togolese interests.

Our compatriots abroad have multiple operational capabilities. The operationalization of the roadmap will make them strategic partners in the National Development Plan, particularly through the promotion of skills and activity transfers, the strengthening of relations between national actors and Togolese expatriates, and resource mobilization. The Togolese diaspora will participate in the financing and realization of the NDP. Our project to build a national emergence community is a future-oriented project that needs the participation of the diaspora. Development is the call of the future, but also action in a collective dynamic. «Working together is success,» said Henry Ford.

Moreover, Togo is inexorably on its way to emergence and development. The NDP, our new platform of development and reference framework of the public action, must be supported by an active exercise of the citizenship and a republican mobilization. The republican integration, to quote the title of a book by the philosopher Frankfurt Jürgen Habermas has a price: the republican spirit and the active commitment of all. Together we will make Togo, under the leadership of the President of the Republic, H.E. Mr. Faure Essozimna GNASSINGBE, a national community of emergence and shared prosperity. Hope is therefore allowed because, as André Malraux declared in his book L'espoir, «a world without hope is unbreathable».





Diplomag Numéro 19 – Diplomag Number 19 – Avril/Juin 2019 – April/June 2019

Directeur de la publication / Publicator
 Director : Mme Abra TAY – Rédacteur en chef / Editor in chief : Charles AZILAN
 – Directeur de Reportage / Director of Reporting: M. FANDJINOUE Kommabou
 – Publicité et Marketing / Advertising and Marketing : Mme Mounto AGBA, M. Messan TOGBEDJI – Relecture : Géraud FOLIVI / DIDEMANA Nangbam – Rédacteurs / Editors : Directeurs centraux et chefs missions diplomatiques - Point focal DIPLOMAG : M. Sodou ADOM - Conception graphique / Design production : Rosaline A. ADELAN - Nous écrire / Write us: Ministère des affaires étrangères, de l'intégration africaine et des Togolais de l'extérieur, BP : 900 Lomé, Tél. : +228 22 21 36 01, maeirtgce@yahoo.fr
 Photo couverture/ Cover pictures : DR / DIPLOMAG n° 499/23/06/14/HAAC

EDITORIAL

LE TOGO RESOLUMENT EN MARCHÉ VERS L'ÉMERGENCE GRÂCE À SON PLAN NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT

P3

TOGO IS PURPOSEFULLY MOVING TOWARDS EMERGENCE THROUGH ITS NATIONAL DEVELOPMENT PLAN

FOCUS

LANCEMENT DU PROGRAMME NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT (PND) : LE TOGO SE PROJETTE SUR 2022 AVEC AMBITION ET RÉALISME

P8

LAUNCH OF THE NATIONAL DEVELOPMENT PROGRAM (NDP) : TOGO PROJECTS ON 2022 WITH AMBITION AND REALISM

SÉMINAIRE DES CHEFS DE MISSIONS DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES DU TOGO SUR LA MOBILISATION DES RESSOURCES NÉCESSAIRES AU FINANCEMENT DU PND

P13

SEMINAR OF HEADS OF DIPLOMATIC AND CONSULAR MISSIONS OF TOGO ON THE MOBILIZATION OF THE RESOURCES NECESSARY TO FINANCE THE NDP

DOSSIERS

UNE FEUILLE DE ROUTE POUR LES TOGOLAIS DE L'EXTÉRIEUR : QUE FAUT-IL RETENIR?

P16

A ROADMAP FOR TOGOLESE NATIONALS ABROAD : WHAT SHOULD WE REMEMBER?

ACTUALITÉS

PRESIDENCE EN EXERCICE DU TOGO À LA CEDEAO 2017-2018 : UN LIVRE HISTORIQUE POUR UN BILAN EXCEPTIONNEL

P21

TOGO'S CHAIRMANSHIP OF ECOWAS 2017-2018 : A HISTORICAL BOOK FOR AN EXCEPTIONAL REVIEW

46^{ÈME} SESSION DU CONSEIL DES MINISTRES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE L'ORGANISATION DE LA COOPÉRATION ISLAMIQUE (OCI)

P24

46TH SESSION OF FOREIGN AFFAIRS MINISTERS' COUNCIL OF THE ORGANIZATION OF ISLAMIC COOPERATION (OIC)

NÉGOCIATIONS ACP-UE : DÉMARRAGE EFFECTIF DES CONSULTATIONS SUR LES PROTOCOLES RÉGIONAUX

P26

ACP-EU NEGOTIATIONS: EFFECTIVE START OF CONSULTATIONS ON REGIONAL PROTOCOLS

NÉGOCIATIONS ACP-UE : N'DJAMENA A ABRIÉ PLUSIEURS RÉUNIONS DÉTERMINANTES

P30

ACP-EU NEGOTIATIONS : N'DJAMENA HAS HOSTED SEVERAL CRUCIAL MEETINGS

12^{ÈME} CONFÉRENCE DU CLUB DIPLOMATIQUE DE LOMÉ : LES ENJEUX GÉOSTRATÉGIQUES DE LA MIGRATION AU 21^{ÈME} SIÈCLE : ATOUT OU MENACE À L'ÉQUILIBRE MONDIAL ?

P32

12TH CONFERENCE OF THE DIPLOMATIC CLUB OF LOMÉ: THE GEOSTRATEGIC ISSUES OF MIGRATION IN THE 21ST CENTURY: AN ASSET OR THREAT TO THE GLOBAL EQUILIBRIUM?

FOCUS

LANCEMENT DU PROGRAMME NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT (PND) : LE TOGO SE PROJETTE SUR 2022 AVEC AMBITION ET RÉALISME

LAUNCH OF THE NATIONAL DEVELOPMENT PROGRAM (NDP): TOGO PROJECTS ON 2022 WITH AMBITION AND REALISM

Par Charles Koffi AZILAN, Attaché de Cabinet du Ministre des affaires étrangères, de l'intégration africaine et des Togolais de l'extérieur
By Charles Koffi AZILAN, Attaché de Cabinet of the Minister for Foreign Affairs, African Integration and Togolese Nationals Abroad

Faire du Togo une nation à revenu intermédiaire économiquement et socialement, démocratiquement solide et stable, solidaire et ouverte sur le monde, telle est la noble ambition du Plan national de développement (PND) qui constitue désormais la feuille de route du gouvernement togolais, pour la période 2018-2022. La déclaration de politique générale du gouvernement, faite le 25 janvier 2019 par le Premier ministre Komi Selom KLASSOU devant la nouvelle Assemblée nationale issue des élections législatives du 20 décembre 2018, y est fondamentalement adossée.

Officiellement lancé à Lomé le 04 mars 2019 par le Président de la République, S.E.M. Faure Essozimna GNASSINGBE, devant un parterre d'acteurs nationaux, de partenaires et d'amis du Togo, le PND a pour objectif global de transformer structurellement l'économie togolaise pour une croissance forte, durable, résiliente et inclusive, créatrice d'emplois décents induisant l'amélioration du bien-être social.

Pour les sceptiques, il s'agirait d'un plan de plus. Cependant, contrairement à ses prédécesseurs, le PND n'est pas un outil de

Make of Togo a middle-income nation economically and socially, democratically sound and stable, inclusive and open to the world, this is the noble ambition of the National Development Plan (NDP) which is henceforth the roadmap of the Togolese government, for the period 2018-2022. The general policy statement made by Prime Minister Komi Selom KLASSOU on January 25, 2019, before the new National Assembly after the parliamentary elections of December 20, 2018, is basically backed by this.

Officially launched in Lomé on March 4, 2019 by the President of the Republic, H.E. M. Faure Essozimna GNASSINGBE, in front of an audience of national actors, partners and friends of Togo, the NDP has the overall objective of structurally transforming the Togolese economy for strong, sustainable, resilient and inclusive growth, creating decent jobs bringing about improved social well-being.

For skeptics, it would be one more plan. However, unlike its predecessors, the NDP is not a tool of theorists or experts who would be the only ones to be able to talk about it in their circles. As pointed out by the Head of State in his launching speech, it



S.E.M Faure GNASSINGBE, lançant officiellement le Programme National de Développement / H.E. Faure GNASSINGBE, officially launching the National Development Program

théoriciens ou de techniciens qui seraient les seuls à pouvoir en parler dans leurs cénacles, mais la résultante d'une démarche inclusive et cohérente dont la trame de fond demeure la recherche de meilleures conditions de vie pour les populations, notamment les plus défavorisées, comme l'a relevé le Chef de l'Etat dans son discours de lancement.

Il semble être un pari osé, mais un pari empreint de lucidité, qui n'est pas hors de portée d'une nation dont les filles et fils ont conscience de leur responsabilité collective pour construire ensemble, dans la rigueur et la discipline, leur bonheur et leur avenir communs.

Le PND attend donc des citoyens une mentalité nouvelle, un changement de paradigme, l'assimilation des valeurs de citoyenneté, de discipline et de rigueur dans le travail quotidien. « Notre profession de foi, selon laquelle nous sommes les seuls artisans du bonheur et de l'avenir de notre nation, est source de responsabilité collective et solidaire », a déclaré le Chef de l'Etat, fixant ainsi l'esprit dans lequel ce PND est conçu et qui doit aussi guider sa mise en œuvre. L'abnégation au travail sera le principal atout pour donner corps au rêve d'un Togo prospère et jeter les bases de son émergence d'ici 2030.

Les principes directeurs pour guider sa mise œuvre sont : leadership et appropriation, partenariat et redevabilité mutuelle, gestion axée sur les résultats et durabilité, équité, genre et inclusion.

is the result of «an inclusive and coherent approach of which background remains the search for better living conditions for the populations», in particular the most disadvantaged.

It seems to be a daring bet, but a gamble of lucidity, which is not out of reach of a nation whose daughters and sons are aware of their collective responsibility to build together, in rigor and discipline, their happiness and their common future.

The NDP therefore expects citizens a new mentality, a paradigm shift, the assimilation of the values of citizenship, discipline and rigor in the daily work. «Our profession of faith, according to which we are the only artisans of the happiness and the future of our nation, is a source of collective responsibility and solidarity», declared the Head of State, thus setting the spirit in which this NDP is designed and must also guide its implementation. Abnegation at work will be the main asset to embody the dream of a prosperous Togo and lay the foundation for the future emergence of our country by 2030.

The guiding principles to guide its implementation are: leadership and ownership, partnership and mutual accountability, results-based management and sustainability, equity, gender and inclusion. What about the letter of the NDP?

It should be emphasized that the NDP is structured in three axes namely:



Vue partielle du panel de haut niveau au lancement du PND / Partial view of the high-level panel at the launch of the NDP

Quid de la lettre du PND ?

Il convient de souligner que le PND est structuré en trois axes à savoir :

- La mise en place d'un hub logistique d'excellence et un centre d'affaires de premier ordre dans la sous-région (axe 1) ;
- Le développement des pôles de transformation agricole, manufacturiers et d'industries extractives (axe 2);
- La consolidation du développement social et le renforcement des mécanismes d'inclusion (axe 3).

Plus concrètement, l'axe 1 positionne la mise en œuvre des grands investissements en infrastructures logistiques et d'affaires comme le principal facteur de la croissance à court terme, notamment à travers une amélioration des infrastructures existantes et de la connectivité multimodale et des TIC. Les projets phares de cet axe sont : le dédoublement de la route nationale N°1 Lomé-Ouaga, la mise en place d'une plateforme logistique multiservice à Adakpamé, l'installation d'un Port sec à Cinkassé, la mise en valeur des infrastructures aéroportuaires et la construction d'un centre de conférence moderne.

L'axe 2, quant à lui, vise le développement industriel dans des secteurs créateurs de valeur ajoutée et significativement tournés vers l'exportation (agrobusiness, manufacture) et la satisfaction de la demande interne. Ce développement industriel a vocation à soutenir la croissance à long terme de l'économie ainsi que l'activité logistique et de service. Il est le creuset de la transformation structurelle de l'économie. Au titre de cet axe, le gouvernement se propose de réaliser un projet de transformation agroalimentaire, de créer un agropôle dans les préfectures de VO-ZIO, de renforcer le mécanisme incitatif de financement agricole (MIFA), de développer une zone économique spéciale au Port autonome de Lomé, la construction d'un parc industriel à Adétikopé et la transformation du phosphate.

- *set up a logistics hub of excellence and a first-rate business center in the sub-region (axis 1);*
- *develop agricultural processing, manufacturing and mining poles (axis 2);*
- *consolidate social development and reinforce inclusion mechanisms (axis 3).*

More specifically, Axis 1 positions the implementation of large investments in logistics and business infrastructure as the main source of growth in the short term, notably through an improvement of existing infrastructure and multimodal connectivity and ICT. The flagship projects of this axis are: the duplication of the N° 1 Lomé-Ouaga national road, the establishment of a multiservice logistics platform at Adakpamé, the installation of a dry port in Cinkassé, the development of airport infrastructure and the construction of a modern conference center.

Axis 2, meanwhile, targets industrial development in value-added sectors that are significantly export-oriented (agribusiness, manufacturing) and the satisfaction of domestic demand. This industrial development is intended to support the long-term growth of the economy as well as logistics and service activities. It is the crucible of the structural transformation of the economy. Under this axis, the government proposes to carry out an agri-food processing project, to create an agropole in the prefectures of VO-ZIO, to strengthen the incentive mechanism for agricultural financing (MIFA), to develop a special economic area at the Port Lomé, the construction of an industrial park at Adétikopé and phosphate processing.

In particular, the government will focus on the development of an agricultural processing pole according to the value chains approach and focused on productivity to achieve food security, balance of agricultural trade balance and farmjob creation.

FOCUS

Spécifiquement, le gouvernement va se concentrer sur le développement d'un pôle de transformation agricole selon l'approche chaînes de valeurs et mettre l'accent sur la productivité pour atteindre la sécurité alimentaire, l'équilibre de la balance commerciale agricole et la création d'emplois agricoles. Pour y parvenir, il consacrera plus de ressources au secteur de l'agriculture avec des mécanismes novateurs de financements adaptés. Ces ressources serviront en priorité à moderniser l'agriculture, notamment à améliorer le rendement à travers le développement d'une mécanisation adaptée, la maîtrise de l'eau et le renforcement des coopératives liées au secteur de la transformation et surtout à mettre à niveau les centres de recherche (notamment l'institut togolais de recherche agronomique) et les centres de formation agricole. Elles contribueront également à mettre en place les agropoles autour des filières à haute valeur ajoutée et à installer une usine majeure de transformation par filière à haute valeur ajoutée ciblée.

Par ailleurs, l'action du gouvernement sera portée sur la mise en place d'un pôle manufacturier et d'industries extractives parce qu'il considère l'industrie et les mines comme des moteurs importants pour la dynamisation du rythme de croissance et des piliers incontournables pour la transformation structurelle de l'économie. En effet, une croissance significative des activités manufacturières et extractives est nécessaire pour la création d'opportunités d'emplois. Dans cette perspective, il s'attachera essentiellement à mettre en place des politiques cohérentes telles que la simplification des procédures et des mesures incitatives qui favorisent l'intégration des unités de production à la ZES et le développement de l'industrie textile centrée sur le haut-de-gamme destiné à l'exportation, et le développement de chaînes de valeur pour le sous-secteur des industries extractives (promotion d'une filière de production d'engrais, développement des matériaux de construction, etc.).

En ce qui concerne l'axe 3, il a pour vocation première de renforcer les capacités institutionnelles et humaines appropriées pour relever les défis de développement formulés dans les axes 1 et 2. Il contribue à garantir la jouissance de l'ensemble des droits et libertés en vue du renforcement de la cohésion nationale, conformément au mandat social du Président de la République.

Il vise, en outre, à assurer la prise en compte effective des principes fondamentaux d'équité, d'inclusion et de durabilité dans l'ensemble du processus de mise en œuvre du PND. A cet égard, le Gouvernement met en chantier plusieurs projets dont les plus innovants sont : la création de cités modernes dans les zones urbaines et semi-urbaines, l'aménagement de 10 villes secondaires, le projet d'électrification rurale (CIZO) et la mise en place d'un système d'identification biométrique nationale.

To achieve this, it will devote more resources to the agriculture sector with innovative mechanisms for appropriate financing. These resources will be used primarily to modernize agriculture, notably to improve yields through the development of appropriate mechanization, water control and strengthening of cooperatives related to the processing sector, and especially to upgrade the agricultural research center (including the Togolese Agricultural Research Institute) and agricultural training centers. They will also help to set up agropoles around high value-added sectors and install a major processing plant by sector with high targeted added value.

In addition, the government's action will focus on setting up a manufacturing and extractive industries division because it considers industry and mining as important driving forces for boosting the pace of growth and essential pillars for the structural transformation of the economy. Indeed, a significant growth of manufacturing and extractive activities is necessary for the creation of job opportunities. In this perspective, it will focus on establishing coherent policies such as the simplification of procedures and incentives that promote the integration of production units in the SEZ and the development of the textile industry centered on top-of-the-range export; and (ii) development of value chains for the extractive industries sub-sector (promotion of a fertilizer production chain, development of building materials, etc.).

With regard to axis 3, its primary purpose is to strengthen the appropriate institutional and human capacities to meet the development challenges formulated in axes 1 and 2. It contributes to ensuring the realization of all rights and freedoms with a view to strengthening social cohesion, in accordance with the social mandate of the President of the Republic.

It also aims to ensure that the fundamental principles of equity, inclusion and sustainability are effectively taken into account throughout the implementation process of the NDP. In this regard, the Government is launching several projects, the most innovative of which are: the creation of modern cities in urban and semi-urban areas, the development of 10 secondary cities, the rural electrification project (CIZO) and the implementation of a national biometric identification system.

Finally, the government is investing heavily in human capital in order to make of the Togolese the leading player and the main beneficiary of the country's development. To this end, the NDP will place particular emphasis on:

- *vocational training, which is central to improving the*

FOCUS

Enfin, le gouvernement mise sur un investissement important dans le capital humain, afin de faire du Togolais le premier acteur et le premier bénéficiaire du développement du pays. A cet effet, le PND mettra un accent particulier sur :

- la formation professionnelle, qui constitue un élément central pour améliorer la productivité de l'économie, accélérer l'emploi des jeunes et réduire les inégalités sociales ;
- la protection sociale, afin d'élargir progressivement l'inclusion à toutes les couches de la population et renforcer la contribution du secteur social à la création de richesses ;
- la responsabilité sociale des entreprises, afin d'accroître la responsabilisation citoyenne en faveur de la protection des droits ; et
- la poursuite des efforts visant à améliorer la qualité et l'accès aux services sociaux de base, notamment en matière d'éducation générale, de santé, de nutrition, de services énergétiques, d'eau et assainissement.

D'un coût total de 4.622 milliards de FCFA, le PND sera financé par les pouvoirs publics à hauteur de 35%, les 65 % restants, soit 2999 milliards de FCFA, proviendront du secteur privé (investisseurs étrangers ou nationaux). Les chiffres paraissent colossaux, mais si on a à l'esprit les objectifs visés, on se rend très vite compte que le jeu en vaut la chandelle.

En effet, la mise en œuvre du PND permettra, d'ici 2022, la création de 500.000 emplois directs permanents et décents, la réduction de l'incidence de la pauvreté monétaire à 44,6% de la population togolaise, une progression de l'indice de développement humain (IDH). Selon le rapport Doing Business pour l'année 2018, le Togo fait partie du « top ten » des pays réformateurs au monde. De plus, Lomé représente une place financière importante de l'UEMOA, ce qui le place de facto dans une situation de leadership sur les activités financières régionale et internationale. Cet avantage comparatif jouera un rôle clé dans le positionnement du pays et son ancrage dans l'économie sous-régionale.

S'il est incontestable que le PND dans sa conception porte la vision des plus hautes autorités du Togo, le Chef de l'Etat en l'occurrence, il est tout aussi vrai que la réussite de sa mise en œuvre demande que tous les citoyens se l'approprient et intègrent, dans leurs habitudes quotidiennes, l'esprit et les valeurs qui le sous-tendent. Nous devons tous nous y engager.



productivity of the economy, accelerating youth employment and reducing social inequalities;

- *social protection, in order to progressively broaden inclusion to all segments of the population and strengthen the contribution of the social sector to wealth creation;*
- *corporate social responsibility, in order to increase citizen accountability for the protection of rights; and*
- *continued efforts to improve the quality and access to basic social services, including general education, health, nutrition, energy services and water and sanitation.*

With a total cost of USD8,000 billion, the PND will be financed by the government at 35%, the remaining 65%, or USD 5,191 billion, will come from the private sector (foreign or domestic investors). The figures seem huge, but if you have the objectives in mind, it is quickly realized that the game is worth the candle.

Indeed, the implementation of the NDP will enable, by 2022, the creation of 500,000 permanent and decent direct jobs, the reduction of the incidence of income poverty to 44.6% of the Togolese population, an increase of Human Development Index (HDI), an improvement of 10 places according to the Mo Ibrahim index and 10 places per year according to the Doing business index. According to this report for the year 2018, Togo is part of the «top ten» reforming countries in Africa. Moreover, Lomé represents an important financial center of UEMOA, which places it de facto in a position of leadership on regional and international financial activities. This comparative advantage will play a key role in positioning the country and anchoring it in the subregional economy.

While it is indisputable that the NDP in its conception carries the vision of the highest authorities of Togo, the Head of State in this case, it is equally true that the success of its implementation requires that all citizens appropriate and incorporate into their daily habits, the spirit and values that underlie it. We must all commit ourselves to it.





vue partielle des participants au séminaire des Ambassadeurs et chargés d'affaires / Partial view of the participants of the Ambassadors and Chargé d'Affaires seminar

SÉMINAIRE DES CHEFS DE MISSIONS DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES DU TOGO SUR LA MOBILISATION DES RESSOURCES NÉCESSAIRES AU FINANCEMENT DU PND

**SEMINAR OF HEADS OF DIPLOMATIC AND CONSULAR MISSIONS
OF TOGO ON THE MOBILIZATION OF THE RESOURCES
NECESSARY TO FINANCE THE NDP**

*Par le Comité de rédaction
By the Editorial staff*

Au lendemain du lancement officiel du PND, les chefs de missions diplomatiques et consulaires du Togo ont été réunis le 05 mars 2019 au palais de la présidence de la République à Lomé, pour un séminaire qui vise à mieux les outiller pour la mobilisation des ressources et des investissements nécessaires à la réalisation pleine et entière de ce plan, à l'horizon 2022.

In the wake of the official launch of the NDP, the heads of diplomatic and consular missions of Togo were gathered on March 5, 2019 at the Palace of the Presidency of the Republic in Lome, for a seminar that aims to better equip them for the mobilization of resources and investments necessary for the full implementation of this plan by 2022.

FOCUS

Il s'agit de familiariser ceux et celles qui sont chargés de défendre et de protéger, au quotidien, les intérêts du Togo à l'extérieur afin qu'ils soient beaucoup plus proactifs dans la recherche des investissements étrangers et dans la communication autour de l'image du Togo comme carrefour des affaires et hub logistique de référence. Le séminaire a notamment consisté en une série de communications techniques et stratégiques suivies d'échanges et de débats.

La première communication, consacrée à la présentation du PND et aux différents projets structurants de chacun de ses trois (03) axes, a permis aux participants de passer en revue les éléments clés de l'économie togolaise de ces dernières années avec une croissance moyenne de 4,3% par an et un climat des affaires qui s'est aussi substantiellement amélioré.

Le pays dispose également de multiples atouts dont celui d'être le point d'accès au vaste marché de la CEDEAO qui représente plus de 300 millions de consommateurs, le seul à disposer d'une excellente connectivité grâce à des infrastructures routières, portuaires et aéroportuaires modernes. A cela, s'ajoutent la paix et la stabilité politique et sociale.

Il s'agit en l'espèce d'arguments de poids qui permettront aux Chefs de missions de présenter et de promouvoir le Togo à leurs interlocuteurs comme la meilleure place où il faut investir.

Une deuxième présentation a porté sur le premier Forum économique TOGO-UE qui se tiendra à Lomé les 13 et 14 juin 2019 sous le thème : "Bâtir des relations économiques durables et pérennes entre le Togo et l'UE". Près de 300 investisseurs européens sont attendus à cet événement. Les Ambassadeurs et chargés d'affaires ont été entretenus sur leurs rôle dans la mobilisation de ces investisseurs pour la réussite de ce forum.

Enfin la dernière présentation a eu pour but d'optimiser la stratégie de communication des représentations diplomatiques du Togo afin de la rendre plus active et plus efficace.

Il s'agit notamment de mettre un accent sur le travail de pédagogie qui doit être fait à l'endroit des médias afin de fournir une information fiable et de qualité.

En résumé, ce retour aux sources des diplomates a été hautement bénéfique en termes de stratégies et d'approches méthodologiques innovantes. Il a permis aux participants, chacun en ce qui concerne sa juridiction et ses spécificités, de mieux s'armer pour la nouvelle donne diplomatique qui peut se

It is about familiarizing those who are responsible for defending and protecting, on a daily basis, the interests of Togo abroad so that they are much more proactive in the search for foreign investments and in communication around the image of Togo as a business hub and reference logistic hub. The seminar consisted of a series of technical and strategic communications followed by discussions and debates.

The first communication, dedicated to the presentation of the NDP and to the various structuring projects of each of its three (03) axes, enabled the participants to review the key elements of the Togolese economy of recent years which is more robust than one could not believe it, with an average growth of 4.3% per year and a business climate that has also improved substantially, with Togo having made a spectacular jump of 19 places in the Doing business report of 2019. On this point, it is worth noting, to celebrate, that Togo is the first reformer of the UEMOA area, the 2nd in Africa and is in the Top 10 best performances in the world. The country also has many advantages including, inter alia, that of being the gateway to the vast ECOWAS market which represents more than 300 million consumers, the only one to have excellent connectivity thanks to latest generation road, port and airport infrastructures. Added to this are peace and political and social stability.

These are important arguments that will allow Heads of Missions to introduce and boast Togo's merits to their interlocutors as the best place to invest.

A second presentation focused on the first TOGO-EU Economic Forum to be held in Lomé on 13 and 14 June 2019 under the theme: «Building sustainable and perennial economic relations between Togo and the EU». Nearly 300 European investors are expected at this event. The Ambassadors and Chargés d'affaires have been interviewed on their role and contributions that they are called to play in the mobilization of these investors for the success of this forum.

Finally, a last presentation was aimed at optimizing the communication strategy of the diplomatic representations of Togo in order to make it more active and more effective.

This includes emphasizing the pedagogical work that needs to be done with thematic journalists to provide reliable and quality information.

In summary, this return to the sources of diplomats has been highly beneficial in terms of innovative strategy and methodological approaches. It allowed the illustrious participants, each with regard

résumer par « la mobilisation des ressources extérieures pour la réalisation du PND ».

Comme pour donner l'exemple et joindre la pratique à la théorie, le Président Faure GNASSINGBE a d'ores et déjà pris son bâton de pèlerin pour aller à la recherche de financement pour le PND. C'est ainsi que du 10 au 12 mars 2019, il a séjourné aux Emirats Arabes Unis où il a réussi à décrocher un financement du groupe Al Dahra Holding qui opère dans le secteur agroalimentaire et a signé un Memorandum d'entente avec AMEA Power pour accélérer le processus d'installation d'une centrale solaire de 30 MW au Togo.

La construction de cette centrale photovoltaïque s'inscrit dans la politique nationale d'électrification, lancée par le gouvernement l'année dernière et mise en œuvre à travers le projet CIZO. Une fois construite, l'infrastructure devrait permettre d'alimenter près de 700 000 ménages et petites entreprises.

Le Président de la République a également eu un entretien avec le Directeur général du Fond de développement d'Abu Dhabi qui finance en partie la réalisation de la route Sokodé-Bassar, de même qu'avec le Prince héritier et le Premier ministre des Emirats Arabes Unis.

Sur la même lancée, en participant à l'Africa CEO Forum à Kigali, les 25 et 26 mars dernier, le Président Faure GNASSINGBE a fait la promotion du PND devant un millier d'investisseurs et d'industriels, lors d'une session intitulée « Invest in Togo ».

Le 27 mars, il s'est rendu en Afrique du Sud où, en dehors d'un tête à tête avec son homologue Cyril Ramaphosa, le Président a rencontré les représentants de groupes actifs dans les secteurs des travaux publics, du transport ferroviaire et maritime, de l'énergie et des technologies. Le but recherché est d'inciter les investisseurs sud-africains à s'intéresser davantage au Togo.

En somme, la réalisation des objectifs du PND demande un engagement fort, une réactivité accrue et les qualités d'un VRP (voyageur représentant placier) à tous les acteurs, les représentants du Togo à l'étranger notamment.

Tous mobilisés pour un Togo émergent !



to its jurisdiction and its specificities, to better arm themselves for the new diplomatic situation which can be summed up as «the mobilization of external resources for the realization of the NDP». As if to set the example and to join the practice to the theory, the President Faure GNASSINGBE, has already taken his pilgrim's stick to go in search of financing for the NDP.

Thus, from 10 to 12 March 2019, he stayed in the United Arab Emirates where he managed to obtain financing from the Al Dahra Holding Group which operates in the agri-food sector and signed a Memorandum of Understanding with AMEA Power to speed up the installation process of a 30 MW solar power plant in Togo.

The construction of this photovoltaic power plant is part of the national electrification policy, launched by the government last year and implemented through the CIZO project. Once built, the infrastructure is expected to supply nearly 700,000 households and small businesses.

The President of the Republic also had an interview with the Director-General of the Abu Dhabi Development Fund, which partly finances the construction of the Sokode-Bassar road, as well as with the Crown Prince and the Prime Minister of the United Arab Emirates.

On the same initiative and participating in the Africa CEO Forum in Kigali, on March 25th and 26th, President Faure Gnassingbé promoted the NDP to a thousand investors and industrialists, during a session entitled « Invest in Togo ».

On March 27, he traveled to South Africa where, apart from a tête-à-tête with his counterpart Cyrille Ramaphosa, the President met with representatives of groups active in the public works, railway and maritime sectors. , energy and technologies. The aim is to encourage South African investors to take an interest in Togo.

In sum, the achievement of the objectives of the NDP requires a strong commitment, increased responsiveness and the qualities of a VRP (traveler representative salespersons) to all actors, including representatives of Togo abroad.

All committed for an emerging Togo!



DOSSIER

UNE FEUILLE DE ROUTE POUR LES TOGOLAIS DE L'EXTÉRIEUR : QUE FAUT-IL RETENIR?

A ROADMAP FOR TOGOLESE NATIONALS ABROAD: WHAT SHOULD WE MEMBER?

Par M. AKAKPO Koffi, Directeur des Togolais de l'extérieur
By Mr. AKAKPO Koffi, Director of Togolese nationals abroad



Le Prof. Robert DUSSEY (3^{ème} de la gauche vers la droite) en compagnie des panélistes, lors de la présentation de la Feuille de route pour les Togolais de l'Extérieur / Prof. Robert DUSSEY (2nd from left to right) with the panelists during the presentation of the Roadmap for Togolese Abroad

Le 1^{er} avril 2019, le Chef de la diplomatie togolaise, le Prof. Robert DUSSEY, a procédé en présence du Corps diplomatique, des partenaires techniques et financiers, des acteurs du secteur privé, de la société civile, des représentants de la diaspora togolaise et des médias, à la présentation de la «feuille de route du Gouvernement pour les Togolais de l'extérieur».

La feuille de route du Gouvernement pour les Togolais de

On April 1, 2019, the Head of the Togolese diplomacy, Prof. Robert DUSSEY, in the presence of the Diplomatic Corps, technical and financial partners, private sector actors, civil society, representatives of the Togolese diaspora and the media, presented the «road map of the Government for Togolese nationals abroad».

The Government's Roadmap for Togolese Nationals Abroad comes just in time to be integrated in the vision expressed by President Faure Essozimna GNASSINGBE in the National

DOSSIER

l'Extérieur vient à point nommé répondre à la vision du Président Faure Essozimna GNASSINGBE exprimée dans le Plan National de Développement (PND) notamment en son Axe 3. Il s'agit concrètement d'œuvrer pour une meilleure organisation de la diaspora togolaise en vue de sa plus adéquate implication dans les efforts de développement national et de créer les conditions d'une implication plus inclusive de la diaspora togolaise dans l'œuvre collective de la construction nationale.

Conformément à cette vision, les actions du Gouvernement en faveur de la diaspora togolaise s'articulent autour de trois (03) axes majeurs à savoir :

- la valorisation du capital humain, économique et social de la diaspora ;
- l'amélioration de la communication entre le Gouvernement et la diaspora ;
- le renforcement de la protection et de la défense des intérêts des Togolais de l'extérieur.

L'exécution de ces axes stratégiques est planifiée par cette feuille de route en deux grands volets : le premier volet est consacré au Programme d'Actions Prioritaires tandis que le second porte sur le Programme à Moyen et Long terme.

Le Programme d'Actions Prioritaires fait référence aux deux premiers axes.

Dans la mise en œuvre du premier axe stratégique consacré à la valorisation du capital humain, économique et social de la diaspora, le gouvernement entend :

- Créer le Répertoire des Compétences et des Associations des Togolais de l'Extérieur (RECOATEX) dans les juridictions des Ambassades ;
- Créer une plateforme digitale de recensement et de stockage de données ;
- Compiler les données et profiler les membres de la diaspora en fonction de leurs activités (métiers...), de leur parcours académique et de leur domaine de compétences ;
- Faire le rapprochement des expertises et du savoir-faire entre les compétences nationales et celles des Togolais de l'Extérieur ;
- Accompagner la finalisation de l'étude de faisabilité du Fonds d'investissement des Togolais de l'Extérieur (FITEF) ;
- Etablir des partenariats avec des associations de la diaspora et les localités et communautés au Togo ;
- Lancer les activités du Programme de coréalisation ;
- Encourager les programmes de financement par subvention de contrepartie ;
- Lancer les activités du Volontariat solidaire pour le développement ;

Development Program (NDP) in its axis 3 in particular. This is concretely to strive for a better organization of the Togolese diaspora with a view to its more adequate involvement in the national development efforts and to create the conditions for a more inclusive involvement of the Togolese diaspora in the national construction work.

In line with this vision, the Government's actions in favor of the Togolese diaspora revolve around three (03) major axes namely:

- *valuing the human, economic and social capital of the diaspora;*
- *strengthening communication between the Government and the diaspora;*
- *improving the protection and defense of the Togolese nationals abroad interests.*

The execution of these strategic axes is planned in a concise manner by this roadmap in two main parts: the first part is dedicated to the Priority Actions Program while the second relates to the Medium and Long Term Program.

The Priority Actions Program refers to two first main axes.

In implementing the first strategic axis dedicated to enhancing the human, economic and social capital of the diaspora, the government plans to implement several projects, including:

- *Create the Inventory of Competences and Associations of Togolese Nationals Abroad (RECOATEX) in the jurisdictions of Embassies;*
- *Create a digital census and data storage platform;*
- *Compile the data and profile the members of the diaspora according to their activities (occupations ...), their academic background and their areas of expertise;*
- *Bringing together expertise and know-how between national skills and those of Togolese nationals abroad.*
- *Support the finalization of the feasibility study of the Togolese Investment Fund (FITEF);*
- *Establish partnerships with the diaspora associations and localities and communities in Togo;*
- *Launch the activities of the Co-development Program;*
- *Encourage funding programs through matching grants.*
- *Launch the activities of inclusive Volunteering for Development.*
- *Foster teaching missions by qualified members of the Togolese diaspora in universities and schools in Togo;*
- *Promote multidisciplinary medical missions of the qualified Togolese diaspora members in Togo.*

These projects aim to put in place innovative leadership and communication strategies that will inform, guide, connect and galvanize the Togolese diaspora, leading to commitment to national development.

DOSSIER

- Encourager les missions d'enseignement des membres qualifiés de la diaspora togolaise dans les universités et écoles au Togo ;
- Favoriser les missions médicales multidisciplinaires des membres de la diaspora togolaise qualifiés au Togo.

Ces projets visent à mettre en place des stratégies d'animation qui permettent d'informer, d'orienter, de connecter et de galvaniser la diaspora togolaise, l'amenant ainsi à s'engager davantage en faveur du développement national.

Le second axe stratégique intitulé 'Renforcement de la communication entre le Gouvernement et la diaspora' traite des projets ci-après :

- Elaborer un plan de mise en place du Haut Conseil des Togolais de l'Extérieur (HCTE) pour servir d'interface entre le Gouvernement et la diaspora ;
- Finaliser et diffuser le Guide des Togolais de l'extérieur ;
- Créer une Plateforme de Porteurs de projets de la Diaspora ;
- Initier un projet qui renforce l'image de marque du Togo à l'Extérieur ;
- Réaliser les études permettant de disposer du profil et de la répartition de la diaspora togolaise dans le monde (cartographie) ;
- Promouvoir les regroupements des Togolais de l'Extérieur pour assurer une représentativité de la diaspora ;
- Mettre en place une Cellule de Mobilisation de la Diaspora ;
- Mobiliser les partenaires techniques et financiers ainsi que les opérateurs économiques ;
- Organiser des séances d'information et de mobilisation à l'endroit de l'Administration et des acteurs économiques nationaux sur la tenue du forum économique de la diaspora ;
- Organiser des tournées d'information et de mobilisation

Au regard des intitulés de ces projets, on comprend aisément que leur exécution permettra de consolider la confiance et de jeter les bases d'un partenariat mutuellement bénéfique pour la diaspora togolaise et les pouvoirs publics.

Le Programme à Moyen et Long Terme quant à lui traite du troisième axe stratégique relatif à « l'Amélioration de la défense et de la protection des intérêts des Togolais ».

Au titre de cet axe, les actions suivantes seront mises en œuvre :

- Elaborer une politique nationale de gestion des togolais de l'Extérieur (en lien avec la politique nationale migratoire du Togo et le PND 2018-2022) ;
- Actualiser périodiquement les données de suivi des Togolais de l'Extérieur (recensement, cartographies des profils, répertoires des compétences et des acteurs économiques) ;

The second strategic axis entitled 'Strengthening Government-Diaspora Communication' deals with the following projects:

- *Develop a plan for the establishment of the High Council of Togolese Nationals Abroad (HCTE) to serve as an interface between the Government and the diaspora;*
- *Finalize and broadcast the Togolese Nationals abroad's Guide;*
- *Create a Platform for Diaspora Project Leaders;*
- *Initiate a project that reinforces Togo's image overseas;*
- *Conduct studies to obtain the profile and distribution of the Togolese diaspora in the world (cartography);*
- *Promote the grouping of Togolese nationals abroad to ensure representativeness of the diaspora;*
- *Establish a Diaspora Mobilization Cell;*
- *Mobilize technical and financial partners as well as economic operators;*
- *Organize information and mobilization sessions for the Administration and national economic actors on the holding of the Economic Forum of the Diaspora;*
- *Organize information and mobilization tours*

Given the titles of these projects, it is easy to understand that their executions will restore confidence and lay the foundations for a mutually beneficial partnership for the Togolese diaspora and the public authorities.

The Medium and Long Term Program on its part deals with the third strategic axis related to «Improving the defense and protection of Togolese interests».

Under this axis, the following actions will be implemented:

- *Develop a national policy for the management of Togolese nationals abroad (in connection with the national migration policy of Togo and NDP 2018-2022);*
- *Periodically update Togolese monitoring data from abroad (census, mapping of profiles, inventories of skills and economic actors);*
- *Implement research and development projects on the diaspora;*
- *Set up an information and coordination unit for the care of returning migrants;*
- *Launch the awareness campaign on irregular and clandestine migration;*
- *To exhaustively list the administrative difficulties of Togolese nationals abroad in relation to the focal points in the Embassies;*
- *Organize exchange meetings with the DGDN;*
- *Promote online services for the diaspora (e-visa, consular card, pass, formalities of preparation of identity card and passport...)*
- *Identify labor-seeking countries;*
- *Identify countries of non-respect for migrant workers' rights (Near and Middle East countries);*

DOSSIER

- Mettre en œuvre des projets de Recherches et Développement sur la diaspora ;
- Mettre en place une cellule d'information et de coordination de la prise en charge des migrants de retour ;
- Lancer la campagne de sensibilisation sur la migration irrégulière et clandestine ;
- Répertoire de façon exhaustive les difficultés administratives des togolais de l'extérieur en relation avec les points focaux dans les Ambassades ;
- Organiser des rencontres d'échanges avec la Direction Générale de la Documentation Nationale (DGDN) ;
- Promouvoir les services en ligne pour la diaspora (carte consulaire, laissez-passer, formalités de préparation de carte d'identité et du passeport...)
- Identifier les pays demandeurs de main d'œuvre ;
- Identifier les pays de non-respect des droits de travailleurs migrants ;
- Initier les négociations au plan diplomatique en vue de la conclusion des accords bilatéraux de migration professionnelle ;

La mise en œuvre de ces projets permettra de disposer d'un observatoire de la migration et de la diaspora, de sensibiliser les populations cibles sur la migration irrégulière et clandestine, d'œuvrer en vue de la facilitation des démarches consulaires et enfin de négocier des accords bilatéraux de migration professionnelle.

Il convient de rappeler que les transferts de fonds, 423, 25 millions de dollars en 2017, soit 8,4 % du PIB, les différents projets initiés pour le développement local, les contributions aux initiatives de coopération et la présence de togolais de l'extérieur au sein des institutions internationales et multinationales représentent autant d'atouts stratégiques dans la mise en œuvre de la politique nationale de développement.

En effet, les enjeux économiques de l'heure incitent à considérer qu'une meilleure organisation des investissements de la diaspora au Togo contribuerait à un accroissement de son apport aux efforts consentis pour une croissance soutenue de l'économie nationale et pour le progrès social.

C'est dans cette optique que le Gouvernement a consolidé son engagement vis-à-vis de nos compatriotes vivant à l'étranger à travers de nouvelles attributions pour le Ministère des Affaires étrangères, tutelle de cette diaspora, en prenant en compte dans son appellation « les Togolais de l'Extérieur ». Ce qui conduit à donner une nouvelle impulsion aux actions du Ministère des Affaires étrangères qui a toujours œuvré pour l'accompagnement

- *Initiate negotiations diplomatically for the negotiation of bilateral labor migration agreements;*
- *Sign agreements.*

The implementation of its projects will make it possible to have an observatory of migration and the diaspora, to sensitize the target populations on irregular and clandestine migration, to work for the facilitation of consular procedures and finally to negotiate bilateral labor migration agreements.

Without saying it enough, the Togolese diaspora, very remarkable by the transfer of funds, 423, 25 million dollars in 2017, or 8.4% of the GDP, the economic spinoffs of stays in the country of the Togolese nationals abroad especially during holiday, the various projects initiated for local development, its contributions to co-development and co-development initiatives and the presence of Togolese from abroad in the major international and multinational institutions are all strategic assets of the government in its new development policy.

Indeed, the economic stakes of the day and the investments of the diaspora in Togo have led to the perception that a better organization of the latter would contribute to an improvement of its contribution to the efforts made for a sustained growth of the national economy and for social progress.

From this point of view, the Government has strengthened its commitment vis-à-vis our compatriots living abroad through new powers for the Ministry of Foreign Affairs, trusteeship of this diaspora, taking into account in its name «Togolese nationals abroad». What motivates to give a new impulse to the actions of Togolese Nationals abroad Directorate which always worked for the accompaniment of the projects of the diaspora and for the protection and the blossoming of the Togolese communities abroad, with the support of the diplomatic and consular missions of Togo and the technical and financial partners.

Moreover, it should be recalled that the true will of the Togolese Government to take the diaspora into account in the development process of the country is not new. Since 2005, the Government has continued to increase both institutional and strategic initiatives in favor of Togolese nationals abroad. The first step was the creation by presidential decree in 2005 of the Togolese Nationals abroad Directorate at the Ministry of Foreign Affairs, in charge of implementing the Government's policy aimed at protecting and defending the interests of Togolese nationals abroad and to promote their participation in the national construction work.

Other initiatives come to fill this commitment of the highest authorities with the institution of the diaspora program in 2010 including the use of skills of the diaspora (2010-2014);

DOSSIER

des projets de la diaspora et pour la protection et l'épanouissement des communautés togolaises à l'étranger, avec l'appui des partenaires techniques et financiers.

Au demeurant, il convient de rappeler que la volonté du Gouvernement togolais de prendre en compte la diaspora dans le processus de développement du pays ne date pas d'aujourd'hui. En effet depuis 2005, le Gouvernement n'a cessé de multiplier les initiatives à la fois institutionnelles et administratives en faveur des Togoais de l'extérieur. La première étape fut la création par décret en 2005 de la Direction des Togoais de l'Extérieur au Ministère des Affaires étrangères, chargée de mettre en œuvre la politique du Gouvernement visant à la protection et la défense des intérêts des Togoais de l'extérieur et à promouvoir leur participation à l'œuvre de construction nationale.

D'autres initiatives viennent conforter cet engagement des plus hautes autorités avec l'institution du programme diaspora en 2010 portant notamment sur le recours aux compétences de la diaspora (2010-2014) ; la création en 2014 du comité interministériel chargé de la coordination et du suivi des activités de migration et développement ; la mise en place d'une cellule diaspora chargée d'accompagner les Togoais de l'extérieur porteurs de projets dans leur mise en œuvre ; la désignation depuis 2015 de points focaux chargés de la diaspora dans les missions diplomatiques et consulaires du Togo ; des tournées de rencontre avec la diaspora en 2013 et 2014 ; l'organisation des grandes assises de la diaspora en 2014 à Lomé ; l'exemption de visa pour les Togoais de l'extérieur détenteurs d'une double nationalité ; l'organisation de la première édition de la semaine des « Réussites Diaspora » (2016).

Loin d'être exhaustives, toutes ces initiatives visent à mobiliser davantage la diaspora togolaise, à canaliser ses compétences dans divers domaines pour le bien de notre nation.

C'est en cela que le Forum économique des Togoais de l'Extérieur prévu pour les 28 et 29 novembre 2019 apparaît comme un cadre de très haute importance d'autant plus qu'il permettra à la diaspora togolaise, aux pouvoirs publics et au secteur privé d'échanger sur des sujets novateurs et de proposer des solutions aux préoccupations de la diaspora togolaise en vue d'améliorer et d'accroître l'impact de ses actions sur le développement socio-économique du pays en lien avec les grands chantiers du Programme National de Développement (PND).

the creation in 2014 of the interministerial committee for the coordination and monitoring of migration and development activities; the establishment of a diaspora unit to accompany Togolese nationals from abroad who monitoring projects in their implementation; the designation since 2015 of focal points responsible for the diaspora in the diplomatic and consular missions of Togo; touring encounters with the diaspora in 2013 and 2014; the organization of the major events of the diaspora in 2014 in Lomé; the visa exemption for Togolese foreigners holding dual nationality; the organization of the first edition of the «Successful Diaspora» week (2016).

Far from being exhaustive, all these initiatives aim to mobilize more the Togolese diaspora, to channel these skills in various fields and to promote its added value for the good of our nation. This is why the Togolese Nationals Abroad Economic Forum, scheduled for November 28 and 29, 2019, is an exclusive and salutary framework, especially as it will allow the Togolese diaspora, the public authorities and the private sector to work together and exchange without reservation on innovative subjects and to propose fully-developed solutions on the needs and concerns of the Togolese diaspora to improve and increase the impact of its actions on the socio-economic development of the country in relation with major projects of the National Development Program (NDP).



FORUM ECONOMIQUE DES TOGOLAIS DE L'EXTÉRIEUR

28-29 NOVEMBRE 2019 LOMÉ

ACTUALITÉS



De la gauche vers la droite: le Représentant de la CEDEAO au Togo, le Ministre DUSSEY et le Directeur des Affaires Politiques du Ministère / From left to right: the ECOWAS Representative in Togo, the Minister DUSSEY and the Director of Political Affairs of the Ministry

PRESIDENCE EN EXERCICE DU TOGO A LA CEDEAO 2017-2018 : UN LIVRE HISTORIQUE POUR UN BILAN EXCEPTIONNEL

TOGO'S CHAIRMANSHIP OF ECOWAS 2017-2018 : A HISTORICAL BOOK FOR AN EXCEPTIONAL REVIEW

Par M. FOLIVI Kanyi, Chargé d'études à la Direction des Affaires politiques
By Mr FOLIVI Kanyi, Desk Officer in the Department of Political Affairs

Entamé le 04 juin 2017 à la faveur de la 51^{ème} session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO tenue à Monrovia, le mandat du Togo à la Présidence en exercice de la communauté a officiellement pris fin le 31 juillet 2018, lors de la 53^{ème} session qui a eu lieu à Lomé.

L'image saisissante de la passation de témoin entre le Président sortant, **S.E.M. Faure Essozimna GNASSINGBE**, Président de la République Togolaise, et son homologue et successeur désigné, **S.E.M. Muhammadu BUHARI**, Président de la République fédérale du Nigeria, soulevait déjà la question du bilan des douze mois que le Togo venait de passer à la tête de l'organisation sous-régionale.

Pour un tel bilan, la diplomatie togolaise a choisi d'aller au-delà des conférences et communiqués de presse classiques et d'entrer dans l'histoire en éditant, pour la postérité, un ouvrage-bilan analytique et concis.

C'est au cours d'une cérémonie officielle organisée le 19 février 2019 à l'hôtel Sarakawa de Lomé, que l'ouvrage a été présenté à la presse et au public, composé notamment de Chefs de missions diplomatiques, de Représentants d'organisations internationales, de la société civile et d'universitaires.

Premier du genre dans l'histoire de la CEDEAO, le document

Started on 4 June 2017, at the 51st Ordinary Session of the ECOWAS Conference of Heads of State and Government held in Monrovia, Togo's mandate at the chairmanship of the community officially ended on 31 July 2018, at the 53rd session held in Lomé.

The striking image of the handover between the outgoing President, **H. E. Mr. Faure Essozimna GNASSINGBE**, President of the Republic of Togo, and his counterpart, designated successor, **H. E. Mr. Muhammadu BUHARI** from Nigeria, already raised the issue of the exhaustive review of the twelve months that Togo had just done at the head of the sub-regional organization.

For such a review, the Togolese diplomacy chose to go beyond conventional conferences and press releases and go down in history by publishing for future generation an analytical and concise book-review.

It was during an official ceremony held on 19 February 2019 at the Sarakawa Hotel in Lomé that the book was presented to the press and the public, including Heads of Diplomatic Missions, Representatives of international organizations, civil society and academics.

The first of its kind in the history of ECOWAS, the document is entitled «**TOGO 2017-2018: CHAIRMANSHIP OF ECOWAS**». It was carried out under the direction of the Head of the Togolese Diplomacy, **H. E. Mr. Robert Dussey**, who, having

ACTUALITÉS

s'intitule « **TOGO 2017-2018 : PRESIDENCE EN EXERCICE DE LA CEDEAO** ». Il a été réalisé sous la direction du Chef de la diplomatie togolaise, **S.E. Prof. Robert DUSSEY**, qui, ayant été au cœur de ce mandat riche et exaltant, a trouvé le meilleur moyen de rendre le bilan du Togo disponible et accessible à tous, notamment aux citoyens des quinze (15) Etats membres. Par son style rédactionnel, en langues française et anglaise, l'ouvrage est rendu facile à lire et à comprendre, surtout grâce à des clichés illustratifs qui immortalisent les grands moments du mandat du Togo.

Après la présentation du livre par S.E. Dr Garba Lompo, Représentant de la CEDEAO au Togo, l'assistance a été unanime sur la pertinence de l'initiative et la portée d'un tel ouvrage dans le processus d'affermissement de l'intégration sous-régionale, en tant qu'outil de performance et de reddition de comptes.

Pour certains, le Togo vient de donner un bel exemple de pédagogie institutionnelle qui doit faire tâche d'huile au sein de la société africaine toute entière. Pour d'autres, ce livre-bilan est un pas qualitatif vers la « CEDEAO des peuples », dans la mesure où il permet de situer directement l'opinion communautaire sur les chantiers en cours au sein de l'espace sous-régional.

Ce document retrace, en cinquante-six (56) pages, le parcours du Togo à la tête de la CEDEAO et pose un regard analytique sur les grands chantiers qui l'ont marqué. Il est subdivisé en trois chapitres qui se présentent comme suit :

- **Le premier chapitre**, relatif à l'engagement du Togo pour la poursuite du processus de réformes institutionnelles de la CEDEAO et traite notamment, de la nomination du nouveau Président de la Commission, du processus d'attribution des 15 postes statutaires et de la réforme budgétaire au sein de la communauté.
- **Le second chapitre**, consacré à la situation politique et sécuritaire dans l'espace sous-régional, marquée notamment par la recrudescence des attaques terroristes au Burkina-Faso, au Mali, au Niger et au Nigeria. On y note également l'organisation par le Togo, du Sommet conjoint CEDEAO-CEEAC sur « la Paix, la Stabilité, la Sécurité, et la lutte contre le Terrorisme et l'Extrémisme Violent ». Le caractère holistique et rassembleur de la démarche proposée par le Togo fait de ce Sommet inédit un instrument efficace de lutte contre la menace terroriste.

been at the heart of this rich and inspiring mandate, has found the best way to make the book-review available and accessible to all citizens of the fifteen (15) Member States.

By its writing style, in French and English, the book is made easy to read and understand, especially thanks to illustrative pictures that immortalize the great moments of Togo's mandate. After the presentation of the book by H. E. Dr. Garba Lompo, Representative of ECOWAS in Togo, there was a unanimous support for the relevance of the initiative and the scope of such a work in the process of strengthening under-regional integration, as a tool for performance and accountability.

Definitely, Togo has just given a good example of institutional pedagogy that has to be a success story in the African society. For others, this book-review is a qualitative step towards the «ECOWAS of the peoples», insofar as it makes it possible to situate directly the community opinion on the current building sites within the sub-regional space.

This document relates, in fifty-six (56) pages, the path of Togo at the head of ECOWAS and takes an analytical look at the major projects that have marked it. It is divided into three chapters which are as follows:

- **The first chapter** concerns Togo's commitment to the continuation of the institutional reform process of ECOWAS and notably deals with the appointment of the new President of the Commission, with the process of awarding the 15 statutory posts and the reform budget in the community.
- **The second chapter** is devoted to the political and security situation in the sub-regional space, marked notably by the resurgence of terrorist attacks in Burkina-Faso, Mali, Niger and Nigeria. It also notes the organization by Togo of the ECOWAS-ECCAS Joint Summit on «Peace, Stability, Security, and the Fight against Terrorism and Violent Extremism». The holistic and unifying nature of the approach proposed by Togo makes this unprecedented Summit an effective tool for fighting the terrorist threat.
- **The last chapter** relates to the central theme of integration. It deals in particular with the implementation, under the Togolese chairmanship, of major integrating programs such as the free movement of persons and goods, the single currency of ECOWAS and the opening of the community space to new partners.

This overall work is framed by an introduction and a conclusion that reveal the whole philosophy and vision underlying the Togolese foreign policy at the community level.

ACTUALITÉS

- **Le dernier chapitre**, quant à lui, se rapporte à la thématique centrale de l'intégration. Il traite notamment de la mise en œuvre, sous la présidence togolaise, des grands programmes intégrateurs tels que la libre circulation des personnes et des biens, la monnaie unique de la CEDEAO et l'ouverture de l'espace communautaire à de nouveaux partenaires.

Ce travail d'ensemble est encadré par une introduction et une conclusion qui laissent transparaître toute la vision qui sous-tend la politique extérieure togolaise à l'échelon communautaire.

Au-delà du contenu, la richesse de l'ouvrage réside davantage dans sa portée historique, scientifique et méthodologique.

Le livre-bilan du Togo est, en effet, un tournant dans l'histoire institutionnelle de la CEDEAO. Il constitue un point de référence et un acte de responsabilité qui relie le mandat écoulé et celui qui est entamé ; une sorte de jonction entre le passé et le futur pour plus d'efficacité et de pragmatisme.

Pour se convaincre de la portée scientifique de l'ouvrage, il faut non seulement se référer au style académique utilisé, mais aussi considérer l'invite faite par le Ministre DUSSEY dans sa préface à « tous ceux qui s'intéressent à la politique publique extérieure du Togo » à considérer ce livre comme : « un aide-mémoire ». Quant à la portée méthodologique, il va de soi qu'un mandat est une responsabilité confiée qui exige qu'on rende compte de son exercice à travers un bilan de fin de parcours. L'exercice peut paraître anodin, mais pour le Togo, il constitue un acte de responsabilité, de bon sens et de bonne gouvernance.

D'ailleurs, le Togo a abordé ce mandat sous une approche basée sur la « Gestion axée sur les résultats (GAR) ». Il l'a notamment débuté par une Feuille de route listant ses objectifs, et l'a clôturé avec un livre-bilan faisant un point satisfaisant sur leurs réalisations.

Ce qui a commencé par un document stratégique et inédit, a donc pris fin par un ouvrage tout aussi rempli de symboles et d'enseignements.

Beyond the content, the richness of the book lies more in its historical, scientific and methodical scope.

The book-review of Togo is indeed a turning point in the institutional history of ECOWAS. It constitutes a first point of reference and an act of responsibility that links the past mandate with the one that has begun; a sort of junction between the past and the future for more efficiency and pragmatism.

To convince oneself of the scientific scope of the book, one must not only refer to the academic style used, but also consider the invitation made by Minister DUSSEY in his preface to «all those interested in external public policy of Togo» to consider this book as: «an aide-memoire».

As for the methodical scope, it is obvious that a mandate is an entrusted responsibility which requires that one account of its management through an end term review. The exercise may seem innocuous, but for Togo, it is an act of responsibility, common sense and good governance.

Moreover, Togo has tackled this mandate under an approach based on «Results Based Management (RBM)». It started it with a Roadmap listing its objectives, and closed it with a book-review making a satisfactory point on their achievements.

What started with a new and strategic document, ended up with a book that is just as full of symbols and teachings.



Aperçu de la couverture du livre-bilan, téléchargeable gratuitement sur le site du Ministère : www.diplomatie.gouv.tg/ Overview of the cover of the review-book, downloadable free of charge on the website of the Ministry: www.diplomatie.gouv.tg/

46^{ÈME} SESSION DU CONSEIL DES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES DE L'ORGANISATION DE LA COOPERATION ISLAMIQUE (OCI)

46TH SESSION OF FOREIGN AFFAIRS MINISTERS' COUNCIL OF THE ORGANIZATION OF ISLAMIC COOPERATION (OIC)

*Par Abdel Alnazzar FOFANA, Chargé d'Affaires a.i. du Consulat général du Togo à Djeddah, au Royaume d'Arabie Saoudite.
By Abdel Alnazzar FOFANA, Chargé d'Affaires ai of the Togolese Consulate General in Jeddah, Kingdom of Saudi Arabia.*

La 46^{ème} session du Conseil des Ministres des affaires étrangères de l'OCI (l'Organisation de la Coopération Islamique) s'est tenue à Abu Dhabi, aux Emirats Arabes Unis, les 1^{er} et 02 mars 2019 sur le thème « cinquante ans de coopération intra-islamique : feuille de route pour la prospérité et le développement ».

Figurant parmi les plus importantes Organisations internationales en dehors de l'ONU, l'OCI, créée en 1969, regroupe 57 Etats membres dont le Togo.

Au cours de cette session plusieurs questions qui intéressent le monde islamique ont fait l'objet de discussions. Il s'agit notamment de la question de la Palestine et du conflit arabo-israélien, des conflits dans le monde islamique, de la lutte contre le terrorisme, de l'islamophobie, de la situation des communautés et minorités musulmanes dans les pays non membres, de la situation humanitaire, la science et la technologie, de l'état de signature et de ratification de la Charte et des conventions conclues dans le cadre de l'OCI.

Son Excellence Professeur Robert DUSSEY, Ministre des affaires étrangères, de l'intégration africaine et des togolais de l'Extérieur, a pris activement part à cette session.

Dans son allocution de circonstance, le Professeur DUSSEY a exprimé l'attachement du Togo aux valeurs de solidarité, de tolérance et de paix que prône l'OCI et a rappelé le rôle de

The 46th Session of the Council of Foreign Ministers of the OIC was held in Abu Dhabi, United Arab Emirates, on March 1st and 2nd, 2019, on the theme «Fifty Years of Intra-Islamic Cooperation: Road Map for prosperity and development ».

The second largest international organization after the UN, the Organization of Islamic Cooperation (OIC), created in 1969, brings together 57 member states including Togo.

During this session, several issues of interest to the Islamic world were discussed. These include the question of Palestine and the Arab-Israeli conflict, conflicts in the Islamic world, the fight against terrorism, Islamophobia, the situation of Muslim communities and minorities in non-member states, the humanitarian situation, science and technology, the state of signature and ratification of the Charter and the conventions concluded within the framework of the OIC.

His Excellency Professor Robert DUSSEY, Minister of foreign affairs, african integration and togolese abroad, took an active part in this session.

In his special address, His Excellency Professor Robert DUSSEY expressed Togo's commitment to the values of solidarity, tolerance and peace advocated by the OIC and recalled the increasingly important and decisive role that the Organization is called to play internationally because of the broad scope of activities it must cover. He also emphasized the relevance of the theme of the session which requires, after fifty years of existence of the OIC, not only to make a mid-term review of this

ACTUALITÉS

plus en plus important que l'organisation est appelée à jouer sur la scène internationale en raison du vaste champ d'activités qu'elle doit couvrir. Il a également insisté sur la pertinence du thème de la session qui impose, après cinquante ans d'existence de l'OCI, non seulement de faire un bilan à mi-parcours de cette organisation, mais également et surtout de réfléchir à de nouveaux paradigmes permettant de relever efficacement les nombreux défis auxquels l'espace OCI est confronté.

Il est à noter que, sur le plan économique, les 57 Etats membres ont des niveaux de développement différents ainsi que des ressources naturelles diverses et variées. L'espace OCI dispose d'énormes potentialités économiques capables de stimuler une coopération économique fructueuse entre les Etats membres.

L'OCI a contribué au processus de développement en cours au Togo à travers différentes actions menées par deux de ses organes spécialisés que sont la Banque Islamique de Développement (BID) et l'Organisation Islamique pour l'Education, les Sciences et la Culture (ISESCO).

Les actions de ces institutions, principalement la BID, sont multiformes et touchent différents secteurs d'activité du pays notamment l'éducation, la santé, les infrastructures, l'énergie, l'agriculture et l'eau potable.

Ces réalisations qui, pour la plupart, sont issues des projets du Plan spécial pour le développement de l'Afrique lancé en 2008 par l'OCI, méritent d'être poursuivies et amplifiées.

Son Excellence Professeur Robert DUSSEY a saisi l'occasion de cette 46^{ème} session du Conseil des Ministres des Affaires étrangères pour témoigner la gratitude du Chef de l'Etat et du gouvernement togolais à l'endroit de la Banque Islamique de Développement pour ses appuis multiformes, et a sollicité le soutien des pays de la zone Asie, membres de l'OCI, en matière d'investissements au service du développement socio-économique du Togo.

Le Conseil a insisté sur la nécessité pour les Etats membres d'augmenter le volume des échanges intra-OCI et créer chacun un environnement propice pour attirer les investisseurs à travers une amélioration du climat des affaires, une mise en place d'un cadre juridique et institutionnel performant. ➤

organization, but also and especially to think on new paradigms to effectively address the many challenges facing the OIC area. It should be noted that, in economic terms, the 57 Member States have different levels of development and various varieties of natural resources. Some are low-income countries and others are middle-income countries. The OIC area has enormous economic potentials that can stimulate fruitful economic cooperation between member states.

Since its creation in 1969, the OIC has been carrying out, through its organs and institutions, its actions aimed at promoting peace and its economic and social development.

Togo was brought closer to the OIC in the 1990s during its social and economic crisis, as a result of the breakdown of cooperation with donors, particularly the European Union. Since then, the cooperation relation with this institution has been good and fruitful. The OIC has contributed to the development process of Togo through different actions of the Islamic Development Bank (IDB) and Islam for Education, Science and Culture (ISESCO). The actions of these institutions, mainly IDB, are multifaceted and touching, different sectors of the country's activity including education, health, infrastructure, energy, agriculture and drinking water.

These achievements were published in the projects of the Special Plan for the Development of Africa launched in 2008 by the OIC, deserving to be self-taught and amplified.

Globally speaking, our states must acquire development programs in sectors such as agriculture, commerce, economy, telecommunications, renewable energies, health, education...

His Excellency, Professor Robert DUSSEY, had the opportunity during this 46th session of Foreign Ministers' Council to express the gratitude of the Head of State and the Togolese Government to the Islamic Development Bank for its multifaceted assistance, and request for the support of brotherly countries of the Asian zone, members of the OIC, not only in terms of development aid but also of private investments.

The Council insisted on the necessity for Member states to increase the exchange within the OIC marketplace and create a suitable environment to attract investors through an improving business climate, a legal and efficient institutional framework. ➤



NÉGOCIATIONS ACP-UE : DEMARRAGE EFFECTIF DES CONSULTATIONS SUR LES PROTOCOLES REGIONAUX

ACP-EU NEGOTIATIONS: EFFECTIVE START OF CONSULTATIONS ON REGIONAL PROTOCOLS

Par Dr Koffi AGNIDE, Chargé de mission
By Dr. Koffi AGNIDE, Head of Mission

L'Union européenne et le Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique sont en pleine négociation en vue de la signature d'un nouvel accord devant servir de cadre normatif à leur partenariat à l'expiration de l'accord de Cotonou en février 2020.

L'une des particularités du futur partenariat ACP-UE est qu'il sera un accord unique, juridiquement contraignant, incluant trois protocoles régionaux. La négociation de ces protocoles régionaux répond à la nécessité de tenir compte des particularités et singularités de chacune des trois régions ACP. Les organisations régionales ont la responsabilité de conduire cette phase de négociation. Les consultations de la Région du Pacifique se sont tenues à Samoa et celles des Caraïbes en Jamaïque.

CONSULTATIONS POLITIQUES PACIFIQUE-UE À SAMOA

Le Professeur Robert DUSSEY, Ministre des affaires étrangères, de l'intégration africaine et des Togolais de l'Extérieur, a participé, en sa qualité de Négociateur en Chef du Groupe ACP pour le post-Cotonou, aux consultations politiques régionales Pacifique-UE les 25 et 26 février dernier à Apia, capitale de l'Etat Indépendant des Samoa en Polynésie.

The European Union and the African, Caribbean and Pacific Group of States are in the full process of negotiating a new agreement to serve as a normative framework for their partnership after the expiry of the Cotonou Agreement in February 2020.

One of the particularities of the future ACP-EU partnership is that it will be a single, legally binding agreement, including three regional protocols. The negotiation of these regional protocols responds to the need to take into account the peculiarities and distinctive features of each of the three ACP regions. Regional organizations are responsible for conducting this negotiation phase. The Pacific Region consultations were held in Samoa and that of Caribbean in Jamaica.

PACIFIC-EU POLITICAL CONSULTATIONS IN SAMOA

Professor Robert DUSSEY, Minister for Foreign Affairs, African Integration and Togolese nationals Abroad, participated, as the Chief Negotiator of the ACP Group for Post-Cotonou, in the Pacific-EU Regional Political Consultations on the 25 and 26 February in Apia, the capital City of Samoa's Independent State in Polynesia.

The meeting in Samoa was an opportunity for the Chief Negotiator of the ACP Group to take stock of the progress of

ACTUALITÉS

La rencontre de Samoa a été l'occasion pour le Négociateur en Chef du Groupe ACP de faire le point sur l'avancement des négociations aux leaders de la région et de leur expliquer l'approche inédite de ces négociations.

Dans son rapport aux Chefs d'Etat et de gouvernement de la région du Pacifique, le Professeur Robert DUSSEY a présenté les différentes étapes du processus qui ont conduit à l'aboutissement, le 14 décembre 2018 à Bruxelles, des négociations sur le socle commun du futur accord applicable à tous les membres du partenariat. Il a rappelé aux leaders du Pacifique que c'est suite au consensus trouvé sur le socle commun de l'accord que les négociations sur les protocoles régionaux ont pu commencer. Sur cette question, les ACP ont laissé l'initiative aux régions.

Au deuxième jour des rencontres, le Négociateur en Chef a présenté aux leaders de la région du Pacifique les contours, les enjeux et les défis des piliers régionaux de l'accord en préparation. Dans son adresse, le Professeur Robert DUSSEY a exhorté les acteurs du Pacifique à négocier le pilier Pacifique-UE de l'accord en tenant compte de leurs réalités spécifiques et priorités stratégiques. Il a rappelé aux acteurs du Pacifique qu'en laissant l'initiative à la région, le Groupe ACP compte sur leur sens de responsabilité et espère que le Pacifique saura mettre en avant ses priorités dans les négociations régionales.

Le pilier Pacifique-UE de l'accord qui devra permettre au Pacifique et à l'UE de faire évoluer leurs relations actuelles doit tenir compte, selon le Professeur Robert DUSSEY, des priorités de la région qui sont, entre autres, la gouvernance des océans, l'économie bleue, l'économie verte, le changement climatique, le développement économique et la sécurité.

Parlant du rôle crucial que le Forum des îles du Pacifique, principale plateforme d'intégration dans la région, est appelé à jouer dans les négociations, à l'instar de ses homologues de l'Union Africaine et du CARIFORUM respectivement dans les négociations régionales africaines et caribéennes, le Professeur Robert DUSSEY a relevé que : « L'assise régionale du Forum des îles du Pacifique, sa connaissance des priorités stratégiques et économiques de la région et son leadership en matière d'intégration communautaire nous convainquent qu'il saura mettre en avant les intérêts de la région et préparer dans le compte du Groupe ACP un partenariat régional UE-Pacifique responsable ».

La partie européenne a été représentée à Samoa par plusieurs personnalités dont Monsieur Neven MIMICA, Commissaire européen à la Coopération Internationale et au Développement, Négociateur en Chef de l'UE pour le post-Cotonou. Dans son allocution de circonstance, Monsieur Neven MIMICA

negotiations to the leaders of the region and to explain the unprecedented approach of these negotiations.

In his report to the Heads of State and Government of the Pacific region, Professor Robert DUSSEY presented the various stages of the process which led to the conclusion, on 14 December 2018 in Brussels, of negotiations on the common ground of the future agreement applicable to all members of the partnership. He reminded the Pacific leaders that it was following the consensus reached on the common ground of the agreement that the negotiations on the regional protocols could begin. On this issue, the ACP has let the regions take charge.

On the second day of the meetings, the Chief Negotiator presented the leaders of the Pacific region with the contours, issues and challenges of the regional pillars of the agreement being prepared. In his remarks, Professor Robert DUSSEY urged Pacific actors to negotiate the Pacific-EU pillar of the agreement taking into account their specific realities and strategic priorities. He reminded Pacific actors that by letting the region take charge, the ACP Group is counting on their sense of responsibility and hopes that the Pacific will be able to put forward its priorities in the regional negotiations.

The Pacific-EU pillar of the agreement that will allow the Pacific and the EU to change their current relations must take into account, according to Professor Robert DUSSEY, priorities of the region which are, inter alia, the governance of the oceans, the blue economy, the green economy, climate change, economic development and security.

Speaking of the crucial role that the Pacific Islands Forum, the main platform of integration in the region, is called upon to play in the negotiations, like its alter ego of the African Union and CARIFORUM respectively in the regional negotiations African and Caribbean, Professor Robert DUSSEY stated that: «The Pacific Islands Forum's regional base, its knowledge of the region's strategic and economic priorities and its leadership in community integration convinces us that it will put first the interests of the region and prepare a responsible regional EU-Pacific partnership in the ACP Group ».

The European side was represented in Samoa by several personalities including Mr. Neven MIMICA, European Commissioner for International Cooperation and Development, Chief Negotiator of the EU for post-Cotonou. In his speech, Mr. Neven MIMICA stressed that Apia's political consultations are «a concrete example of how the next ACP-EU agreement will deepen and strengthen the future bilateral relations that will unite the European Union, the Pacific, Africa and the Caribbean. We must find new ways to fight climate change and protect our citizens and our planet. We also seek to promote blue growth in a sustainable manner, and tackle cross-border challenges together, such as human development and security issues.» During the Apia consultations, Mr. Neven MIMICA and

ACTUALITÉS



a souligné que les consultations politiques d'Apia sont « un exemple concret de la manière dont le prochain accord ACP-UE permettra d'approfondir et de renforcer les relations bilatérales futures qui uniront l'Union européenne, le Pacifique, l'Afrique et les Caraïbes. Nous devons trouver de nouveaux moyens de lutter contre le changement climatique et de protéger nos citoyens et notre planète. Nous cherchons également à favoriser la croissance bleue de manière durable, et à relever ensemble les défis transfrontières, tels que les questions de développement humain et de sécurité».

Au cours des consultations d'Apia, Monsieur Neven MIMICA et le Professeur Robert DUSSEY ont eu, en leurs qualités respectives de Négociateur en Chef de l'UE et du Groupe ACP, plusieurs tête-à-tête sur le calendrier des prochaines étapes des négociations et leurs enjeux régionaux. Dans la capitale samoane, le Professeur Robert DUSSEY s'est également entretenu avec Dr Patrick GOMES, Secrétaire général des ACP.

En marge des consultations politiques régionales d'Apia, le Ministre Robert DUSSEY a été reçu en audience par le Premier Ministre samoan l'Honorable Tuilaepa Malielegaoi. L'entretien a porté sur les questions multilatérales, africaines et surtout bilatérales. Le versant bilatéral de leurs échanges a porté sur le rapprochement entre Samoa et le Togo et le renforcement de leur coopération. En dehors de son entretien avec le Premier ministre du pays hôte, le Professeur Robert DUSSEY a eu des échanges avec le Vice-président de Karibati, S.E.M. Kourabi NENEM, le Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères de Cook Island l'Honorable Henry PUNA, et le Premier Ministre de Tuvalu l'Honorable Enele SOPOAGA.

Professor Robert DUSSEY had, in their respective capacities as Chief Negotiator of the EU and the ACP Group, several private talks on the timetable of the next steps in the negotiations and their regional stakes. In the Samoan capital, Professor Robert DUSSEY also met with Dr. Patrick GOMES, Secretary General of the ACP.

On the sidelines of Apia's regional political consultations, Minister Robert DUSSEY had talks with the Samoan Prime Minister, the Honorable Tuilaepa Malielegaoi. The interview focused on multilateral, African and especially bilateral issues. The bilateral side of their exchanges focused on the rapprochement between Samoa and Togo and the strengthening of their cooperation. Apart from his meeting with the Prime Minister of the host country, Professor Robert DUSSEY had bilateral exchanges with the Vice President of Karibati, HE Mr. Kourabi NENEM, the Prime Minister and Minister of Foreign Affairs of Cook Island Hon. Henry PUNA, and with the Prime Minister of Tuvalu the Honorable Enele SOPOAGA.

CONSULTATIONS ON THE CARIBBEAN REGIONAL PROTOCOL

Following consultations in the Pacific region at the end of February, the Caribbean held their regional consultations in Kingston, Jamaica, on April 14 and 15, 2019. The Kingston consultations enabled the Caribbean region to communicate to the European needs and priorities to be taken into account in the EU-Caribbean Protocol of the future ACP-EU Partnership Agreement.

According to Prof. Robert DUSSEY who took part in the



LES CONSULTATIONS SUR LE PROTOCOLE REGIONAL DES CARAÏBES

Après les consultations de la région du Pacifique en fin février dernier, les Caraïbéens ont tenu leurs consultations régionales à Kingston à la Jamaïque les 14 et 15 avril 2019. Les consultations de Kingston ont permis à la région des Caraïbes de communiquer à la partie européenne ses besoins et priorités spécifiques devant être pris en compte dans le protocole UE-Caraïbes du futur accord de partenariat ACP-UE.

Selon le Prof. Robert DUSSEY qui a pris part aux consultations de la région des Caraïbes aux côtés des leaders de la région, du Secrétaire général des ACP Dr. Patrick GOMES et du Négociateur en Chef de l'UE M. Neven MIMICA, « les priorités stratégiques de la région sont aujourd'hui connues. Elles sont, dans les grandes lignes, le développement économique durable et inclusif, la durabilité environnementale, le changement climatique et le management durable des ressources naturelles, la paix et la sécurité, le développement humain, la protection et la cohésion sociales, la migration et la mobilité, la coopération intra-ACP et la coopération internationale ».

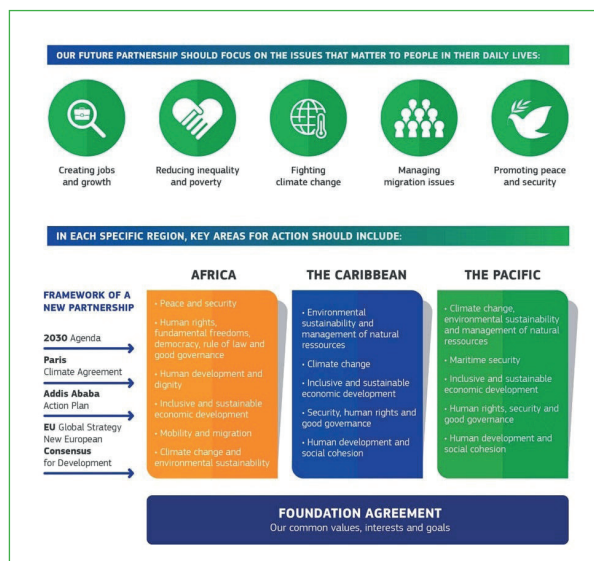
Les leaders de la région des Caraïbes et les deux Négociateurs en Chef ont exprimé leur satisfaction concernant la qualité des consultations de Kingston. Ces consultations ont, selon Madame Kamina JOHNSON-SMITH, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur de la Jamaïque, permis à la région d'avoir la possibilité d'examiner conjointement avec l'UE « certaines questions urgentes liées à [ses] aspirations en matière de développement ». Elles ouvriront, de l'avis de M. Neven MIMICA, de « nouvelles perspectives » dans les relations entre l'UE et les Caraïbes dans le cadre du futur accord. Les consultations régionales des Caraïbes, selon le Prof. Robert DUSSEY, ont permis de nourrir les négociations en cours « de points de vue intéressants sur les priorités de cette région. Des échanges productifs entre les deux parties contribueront grandement aux négociations actuelles pour le nouvel accord de l'après-Cotonou et en particulier à celles qui débiteront sur le protocole régional pour les Caraïbes. »

Les consultations régionales UE-Afrique ont eu lieu en début mai 2019 en Eswatini, ancien Swaziland, en Afrique australe. ➔

Caribbean region consultations with leaders of the region, ACP Secretary General Dr. Patrick GOMES and EU Chief Negotiator Neven MIMICA, « the strategic priorities of the region are now known. They are broadly defined as sustainable and inclusive economic development, environmental sustainability, climate change and sustainable management of natural resources, peace and security, human development, social defense and cohesion, migration and mobility, intra-ACP cooperation and international cooperation ».

The leaders of the Caribbean region as well as the two Chief Negotiators expressed their satisfaction with the quality of consultations in Kingston. These consultations, according to Mrs. Kamina JOHNSON-SMITH, Minister of Foreign Affairs and Foreign Trade of Jamaica, allowed the region to have the opportunity to discuss jointly with the EU «some urgent issues related to [its] aspirations for development ». In the opinion of Mr. Neven MIMICA, they will open up “new perspectives” in relations between the EU and the Caribbean under the future agreement. Regional consultations in the Caribbean, according to Prof. Robert DUSSEY, have allowed to nourish the current negotiations «interesting points of view on the priorities of this region. Productive discussions between the two parties will greatly contribute to the current negotiations for the new post-Cotonou Agreement and in particular to those that will begin on the Caribbean Regional Protocol. »

The EU-Africa regional consultations will take place in early May 2019 in Eswatini, former Swaziland, southern Africa. ➔



NÉGOCIATIONS ACP-UE : N'DJAMENA A ABRITÉ PLUSIEURS RÉUNIONS DÉTERMINANTES

ACP-EU NEGOTIATIONS : N'DJAMENA HAS HOSTED SEVERAL CRUCIAL MEETINGS

Par Dr Koffi AGNIDE, Chargé de mission
By Dr. Koffi AGNIDE, Head of Mission

Les 03 et 04 avril 2019, Son Excellence Prof. Robert DUSSEY, Ministre des affaires étrangères, de l'intégration africaine et des togolais de l'extérieur, et Négociateur en Chef du Groupe ACP pour le post-Cotonou, a pris part, à N'djamena, capitale du Tchad, à la 4^{ème} réunion ministérielle du Groupe Central de Négociation ACP et à la 3^{ème} réunion des Négociateurs en chef.

4^{ÈME} RÉUNION MINISTÉRIELLE DU GROUPE CENTRAL DE NÉGOCIATION ACP

La 4^{ème} réunion ministérielle du Groupe Central de Négociation a été l'occasion pour le Groupe ACP de faire le point sur les négociations depuis la troisième réunion tenue à Bruxelles le 12 décembre 2018 et de donner des orientations aux équipes techniques de négociation pour la suite du processus. En sa qualité de Négociateur en Chef et Président du Groupe Central de Négociation des ACP, le Prof. Robert DUSSEY a présidé les travaux. Dans son intervention au premier jour des travaux, il a souligné l'importance des négociations en cours qui devront conduire à la conclusion d'un accord de partenariat qui prend en compte les aspirations profondes des pays et des populations du Groupe ACP en termes de développement économique harmonieux et de transformation structurelle. Il a, en outre, saisi l'occasion pour saluer les derniers progrès réalisés dans la rédaction du texte de l'accord sur certains titres suivant la structure conjointement adoptée avec l'Union européenne.

Les travaux internes au Groupe ACP ont été l'occasion pour les Ministres dont les pays sont membres du Groupe Central de Négociations d'examiner le rapport sur l'état d'avancement des négociations présenté par M. Nayo M'BEOU, Ambassadeur du Togo et Président du Groupe Central des Négociations au niveau des Ambassadeurs. L'examen du rapport a été l'occasion pour les Ministres d'échanger leurs vues sur la progression des négociations et de passer en revue les points de divergences persistantes entre les deux parties sur le contenu du socle commun du futur accord.

Au terme de la 4^{ème} réunion ministérielle du Groupe Central de Négociation des ACP, les Ministres ont validé les points du futur accord de partenariat sur lesquels la partie européenne et les négociateurs du Groupe ACP ont déjà accordé leurs voix. Ils ont donné des orientations aux équipes de négociation des ACP sur les questions telles que la justice internationale, l'ingérence

On 03 and 04 April 2019, His Excellency Prof. Robert DUSSEY, Minister of foreign affairs, african integration and togolese nationals abroad, and Chief Negotiator of the ACP Group for the post-Cotonou, took part, in N'djamena, capital of Chad, at the 4th Ministerial Meeting of the Central Negotiating Group ACP and the 3rd meeting of the Chief Negotiators.

4TH MINISTERIAL MEETING OF THE CENTRAL ACP NEGOTIATING GROUP

The 4th Ministerial Meeting of the Central Negotiating Group was an opportunity for the ACP Group to take stock of the negotiations since the third meeting held in Brussels on 12 December 2018 and to give guidance to the technical negotiating teams for the continuation of the negotiations process.

In his capacity as Chief Negotiator and Chairman of the Central Negotiating Group of the ACP, Prof. Robert DUSSEY chaired the work. In his intervention on the first day of the work, he underlined the importance of the ongoing negotiations which should lead to the conclusion of a partnership agreement which takes into account the deep aspirations of the countries and populations of the ACP Group in terms of harmonious economic development and structural transformation. He also took the opportunity to welcome the latest progress in drafting the text of the agreement on certain titles following the structure adopted jointly with the European Union.

The work of April 3 internal to the ACP Group was an opportunity for Ministers whose countries are members of the Central Negotiations Group to review the report on the state of negotiations presented by Mr. Nayo M'BEOU, Ambassador of Togo and President of the Central Negotiating Group at the level of the Ambassadors. The consideration of the report provided an opportunity for Ministers to exchange views on the progress of the negotiations and to review the points of persistent disagreement between the two parties as to the content of the common basis of the future agreement.

At the end of the 4th ministerial meeting of the Central Negotiating Group of the ACP, the Ministers validated the points of the future partnership agreement on which the European side and the negotiators of the ACP Group have already agreed. They gave guidance to ACP negotiating teams on issues such as international justice, interference in ACP domestic affairs identified as a factor of instability, sexual orientation, migration and repatriation of African cultural assets.

dans les affaires domestiques des Etats ACP identifiée comme un facteur d'instabilité, l'orientation sexuelle, la migration et le rapatriement des biens culturels africains.

LA 3^{ÈME} RÉUNION DES NÉGOCIATEURS EN CHEF

La 3^{ème} réunion des Négociateurs en chef qui a eu lieu au deuxième jour des travaux à N'djamena a été co-présidée par le Prof. Robert DUSSEY et le Négociateur en Chef de l'Union européenne, le Commissaire Neven MIMICA. Elle a été l'occasion pour les deux parties de faire le point sur les progrès enregistrés dans les négociations depuis la 2^{ème} réunion des Négociateurs en chef qui a eu lieu le 14 décembre 2018 à Bruxelles. Lors de la réunion, le Négociateur en Chef du Groupe ACP a rappelé les priorités stratégiques du prochain accord de partenariat à savoir l'édification des sociétés pacifiques et stables fondées sur le respect des droits et centrées sur les personnes, la paix et la sécurité, le développement humain et social, la croissance économique inclusif durable, la durabilité environnementale et le changement climatique, la migration et la mobilité.

Il a ensuite rappelé les progrès réalisés par les deux parties dans la rédaction du texte relatif à la partie II de la structure de l'accord qui porte sur ces priorités stratégiques et les questions restées en suspens avant d'ajouter que: « Notre souhait à tous est de pouvoir conclure un accord qui s'inscrira dans la durée et bénéficiera également à nos populations à l'avenir. Nous espérons parvenir à un accord qui nous permettra de surmonter les défis auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui, un accord tourné vers l'avenir permettant de gérer les enjeux émergents et nouveaux auxquels nos pays devront faire face aux niveaux national, régional et mondial.»

Dans son allocution, le Négociateur en Chef de l'UE a salué l'avancée des négociations et le progrès accompli dans la rédaction du texte de base de l'accord. M. Neven MIMICA a axé l'essentiel de son intervention sur les piliers régionaux du futur accord et a mis en exergue leur importance dans les relations futures entre l'UE et chacune des trois zones géographiques des ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique): « Nous sommes à présent ravis de nous engager dans une nouvelle voie avec la négociation des piliers UE-Afrique, UE-Caraïbes et UE-Pacifique. Non seulement ces piliers stimuleront notre coopération en lui insufflant une nouvelle dynamique, mais ils nous permettront aussi, en fin de compte, d'accroître nos réalisations en apportant une réponse adaptée aux besoins et aux défis propres à chaque partenaire.»

Dans le camp des ACP, l'intérêt pour les piliers régionaux est le même et les consultations régionales se poursuivent.

THE 3RD MEETING OF CHIEF NEGOTIATORS

The 3rd meeting of the Chief Negotiators which took place on the second day of the works in N'djamena was co-chaired by Prof. Robert DUSSEY and the Chief Negotiator of the European Union, Commissioner Neven MIMICA. It was an opportunity for both parties to take stock of the progress made in the negotiations since the 2nd meeting of the Chief Negotiators held on 14 December 2018 in Brussels. At the meeting, the Chief Negotiator of the ACP Group recalled the strategic priorities of the next partnership agreement, namely the building of peaceful and stable societies based on respect for rights and focused on people, peace and security, human and social development, sustainable inclusive economic development and growth, environmental sustainability and climate change, migration and mobility.

He then recalled the progress made by both parties in drafting the Part II text of the structure of the agreement which addresses these strategic priorities and the outstanding issues before concluding: «Our wish to all is to be able to conclude an agreement that will be sustainable and will also benefit our people in the future. We hope to reach an agreement that will enable us to overcome the challenges we face today, a forward-looking agreement to address the emerging and emerging challenges facing our countries at the national, regional and global levels».

In his speech, the EU's Chief Negotiator welcomed the progress of the negotiations and the progress made in drafting the basic text of the agreement. Neven MIMICA focused most of his remarks on the regional pillars of the future agreement and highlighted their importance in future relations between the EU and each of the three geographical areas of the ACP (Africa, Caribbean, Pacific): «We are now delighted to embark on a new path with the negotiation of the EU-Africa, EU-Caribbean and EU-Pacific pillars. Not only will these pillars stimulate our cooperation by giving it a new impetus, but they will also ultimately enable us to increase our achievements by providing an appropriate response to the needs and challenges of each partner.»

In the ACP camp, interest in the regional pillars is the same and regional consultations are ongoing.



ACTUALITÉS



12^{ÈME} CONFÉRENCE DU CLUB DIPLOMATIQUE DE LOMÉ : LES ENJEUX GÉOSTRATÉGIQUES DE LA MIGRATION AU 21^{ÈME} SIÈCLE : ATOUT OU MENACE À L'ÉQUILIBRE MONDIAL ?

12TH CONFERENCE OF THE DIPLOMATIC CLUB OF LOMÉ: THE GEOSTRATEGIC ISSUES OF MIGRATION IN THE 21ST CENTURY: AN ASSET OR THREAT TO THE GLOBAL EQUILIBRIUM?

Par le Comité de rédaction
By the Editorial staff

Le Club diplomatique de Lomé a tenu sa 12^{ème} conférence à l'hôtel 2 février, le mardi 09 avril 2019 sur le thème « Les enjeux géopolitiques de la migration au 21^{ème} siècle : atout ou menace à l'équilibre mondial ? ».

L'orateur principal, Monsieur Damien MAMA, Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies au Togo, fin connaisseur

The Diplomatic Club of Lomé held its 12th conference at the hotel 2 février, on Tuesday, April 09, 2019 on the theme « The geopolitical issues of migration in the 21st century: an asset or threat to the global equilibrium? ».

The orator, Mr. Damien MAMA, Resident Coordinator of the United Nations System in Togo, a connoisseur of the subject, in his presentation, first circumscribed the concept of

ACTUALITÉS

du sujet, a, dans sa présentation, circonscrit, dans un premier temps le concept de migration avant de partager avec l'auditoire composé d'éminentes personnalités issues des milieux diplomatique, universitaire et associatif du Togo, les peurs et les malheurs que charrient le phénomène migratoire. Il a ensuite exploré les opportunités et les solutions multilatérales que le monde tente d'y opposer.

Monsieur MAMA, citant en cela l'organisation internationale pour les migrations (OIM), définit la migration comme : le « déplacement d'une personne ou d'un groupe de personnes, soit entre pays, soit dans un pays entre deux lieux situés sur son territoire. La notion de migration englobe tous les types de mouvements de population impliquant un changement du lieu de résidence habituelle, quelles que soient leur cause, leur composition, leur durée, incluant ainsi notamment les mouvements des travailleurs, des réfugiés, des personnes déplacées ou déracinées ». La migration peut donc être forcée ou volontaire, se produire à l'intérieur ou à l'extérieur d'un pays, avec des motifs et des facteurs déclencheurs variés.

LES PEURS ET MALHEURS

La migration provoque des peurs et des malheurs, comme en témoignent les drames en mer, la traite des migrants, les expulsions, les fermetures de frontière, et même... la construction de murs pour bloquer le passage aux migrants. Les mouvements nationalistes tiennent généralement les migrants pour responsables du manque d'emploi, de l'insécurité et des autres défis auxquels sont confrontés les pays de transit et de destination, nourrissant ainsi la xénophobie et rendant les migrants de plus en plus vulnérables, les femmes et les enfants principalement. Ces mouvements nationalistes tiennent un discours stéréotypé, déshumanisant et négatif sur les migrants et désignent faussement l'Afrique comme principal pourvoyeur de migrants.

LES OPPORTUNITÉS DE LA MIGRATION

Les drames et les peurs suscités par les mouvements migratoires ont pris le dessus dans le débat sur un phénomène aussi vieux que l'humanité et qui recèle de nombreuses opportunités, a souligné l'orateur. Selon diverses études, les envois de fonds des migrants représentent globalement plus du triple de l'aide publique au développement (APD) et dépassent le montant total des investissements étrangers directs réalisés dans la quasi-totalité des pays à faible revenu et des pays à revenu

migration before sharing with the audience composed of the finest diplomatic, academic and associative circles of Togo, the fears and woes that carry the migratory phenomenon. He then explored the opportunities and multilateral solutions that the world is trying to offer.

Mr. MAMA, citing the International Organization for Migration (IOM), defines migration as: «the movement of a person or group of people either between countries or in a country between two places located within its territory. The notion of migration encompasses all types of population movements involving a change in the place of habitual residence, whatever their cause, their composition, their duration, including the movements of workers, refugees, displaced or uprooted people ». Migration can therefore be forced or voluntary, occur inside or outside a country, with various motives and triggers.

FEARS AND WOES

Migration causes fears and woes, as evidenced by the tragedies at sea, the trafficking of migrants, evictions, border closures, and even ... the construction of walls to block the passage to migrants. Nationalist movements generally hold migrants accountable for the lack of employment, insecurity and other challenges faced by transit and destination countries, fueling xenophobia and making migrants increasingly vulnerable, women and children mainly. These nationalist movements hold a stereotyped, dehumanizing and negative rhetoric about migrants and misrepresent Africa as the main provider of migrants.

THE OPPORTUNITIES OF MIGRATION

The tragedies and fears aroused by the migratory movements have gained the upper hand in the debate over a phenomenon as old as humanity and which brings a bundle of opportunities, said the orator. According to many studies, migrant remittances account for more than three times the total of official development assistance (ODA) and exceed the total amount of foreign direct investment made in almost all low-income countries and middle-income countries. The contribution of migrants could increase GDP per capita by 3.5% per year. Migrants also represent an opportunity for host countries as they would spend 85% of their income there. They also bring knowledge and skills to their destination countries. Some also benefit from the local know-how they use later when they return to their home countries.

Several African states have understood the challenges and benefits of migration, especially within the continent, and are taking the most appropriate measures to maximize their benefits.

ACTUALITÉS

intermédiaire. La contribution des migrants pourrait faire croître le PIB par habitant de 3,5 % par an. Les migrants représentent également une opportunité pour les pays d'accueil car ils y dépenseraient 85% de leurs revenus. Ils apportent aussi du savoir et des compétences dans les pays d'accueil. Certains profitent aussi du savoir-faire local qu'ils utilisent plus tard lorsqu'ils retournent dans leurs pays d'origine.

Plusieurs États africains ont compris les enjeux et les avantages de la migration, surtout à l'intérieur du continent et prennent les mesures pour en tirer le maximum d'avantages.

LES SOLUTIONS MULTILATÉRALES AUX DÉFIS LIÉS À LA MIGRATION

L'orateur a présenté deux exemples de solutions, l'un spécifiquement africain, l'autre, mondial.

Premièrement, l'Union Africaine a déclaré 2019 comme année des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées internes afin de promouvoir les solutions durables au déplacement forcé des personnes sur le continent. Les discussions et les actions sur la libre circulation des personnes ainsi que la création de la zone de libre-échange continentale constituent des moyens de tirer profit des mouvements des populations à l'intérieur du continent.

Deuxièmement, le pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières représente une avancée majeure dans les efforts mondiaux pour répondre aux défis de mouvements de population. Même s'il n'est pas juridiquement contraignant, le pacte offre un puissant instrument politique et moral pour des actions visant la protection des personnes en mouvement à l'intérieur et à l'extérieur des États membres.

Un réseau des Nations Unies pour les migrations a été mis en place, comprenant 38 institutions onusiennes, et visant à offrir un soutien coordonné, cohérent, et efficient aux États membres dans la mise en œuvre du pacte mondial sur la migration.

En somme et pour répondre à la question posée par le thème, Monsieur MAMA, tout en admettant que la migration demeure un défi pour les États, a indiqué que ceux-ci peuvent tirer profit de la mobilité transnationale si des mesures adéquates sont en place, notamment en matière de lois du travail, de fiscalité, du régime de sélection des migrants, et de la pertinence des politiques migratoires.

« Nous devons donc agir. Pas seuls, mais ensemble », a-t-il conclu. ➔

MULTILATERAL SOLUTIONS TO THE CHALLENGES OF MIGRATION

The orator presented two examples of solutions, one specifically African, the other world-wide.

First, the African Union declared 2019 as a year of refugees, returnees and internally displaced persons to promote sustainable solutions to the forced displacement of people on the continent. Discussions and actions on the free movement of people and the creation of the continental free trade area are ways to take advantage of the movement of people within the continent.

Secondly, the global compact for safe, orderly and regular migration represents a major step forward in global efforts to respond to the challenges of population movements. Although not legally binding, the pact offers a powerful political and moral instrument for action to protect people on the move inside and outside the Member States.

A United Nations Migration Network has been established, comprising 38 UN agencies, to provide coordinated, coherent, and efficient support to member states in implementing the Global Compact on Migration.

To sum up, and to answer the question posed by the theme, Mr MAMA, while admitting that migration remains a challenge for states, said that they can benefit from transnational mobility if adequate measures are in place, particularly in labor law, taxation, the migrant selection system, and the relevance of migration policies.

« So we must act. Not alone. But together, he concluded ». ➔



CLUB DIPLOMATIQUE DE LOMÉ

LES CINQ CONTINENTS,
VUS DE LOMÉ

Achetez vos billets en ligne.

Fiable - Rapide - Sécurisé



www.flyasky.com

 Asky Airlines



The Pan African Airline



FORUM ECONOMIQUE DES TOGOLAIS DE L'EXTÉRIEUR

28-29 NOVEMBRE 2019 LOME

Pour de plus amples informations :

- +228 22 20 29 02
- contact@diasporatg.org
- www.diasporatg.org